

L'Agence universitaire de la Francophonie en 2011



Rapport d'activité

Sommaire

Le mot du Recteur	3
L'Agence universitaire de la Francophonie en bref	4
Le mot du Président	8
Les événements marquants en 2011	10
La solidarité universitaire : l'AUF en Haïti et en Côte d'Ivoire	16
Les chiffres clefs pour 2011	22
Un engagement international en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche en français	24
De grands projets en partenariat dans le domaine de la langue	50
Annexes	54



Le mot du Recteur
M. Bernard Cerquiglini

C'est avec plaisir que je vous propose de découvrir ce rapport d'activité annuel de l'Agence universitaire de la Francophonie. Il vous permettra de mieux nous connaître et, pour certains d'entre vous, de nous découvrir.

L'Agence universitaire a été créée il y a cinquante ans ; elle entendait renforcer la coopération mondiale et la solidarité entre les institutions d'enseignement supérieur et de recherche de langue française. Les quarante universités adhérentes à l'origine furent le socle d'un vaste réseau international d'institutions universitaires francophones.

L'AUF est devenue aujourd'hui un réseau unique, rassemblant 781 universités francophones qui œuvrent pour un enseignement supérieur de qualité, accessible au plus grand nombre et au service du développement. 94 pays y sont représentés, dont certains n'appartiennent pas à la Francophonie institutionnelle. L'AUF compte en effet des membres en Algérie, au Brésil, en Israël ou encore en Chine. La Francophonie des savoirs rassemble ; ce réseau universitaire grandit et se ramifie sur tous les continents.

En 2011, l'Agence universitaire a ouvert sa première représentation locale en Amérique latine, à Sao Paulo, au Brésil ; un bureau a été créé au Maghreb, à Rabat. Ces deux nouvelles représentations viennent compléter son dispositif territorial aujourd'hui composé de 70 implantations dans 40 pays. Ce dispositif structuré permet aux adhérents de bénéficier d'un interlocuteur privilégié de proximité, condition indispensable à la mise en œuvre d'actions cohérentes et efficaces.

Vous découvrirez dans ce rapport les actions menées en 2011 par l'AUF en faveur de la Francophonie universitaire.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Bernard Cerquiglini

L'Agence universitaire de la Francophonie **en bref**



> Une double identité : association et opérateur

Association regroupant des institutions d'enseignement supérieur et de recherche de langue française du monde entier, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) occupe une place stratégique dans la communauté universitaire francophone ; elle y œuvre depuis cinquante ans en soutenant la solidarité académique et l'excellence. Fondée en 1961, elle est devenue, en quelques décennies, une des plus importantes associations d'universités au monde avec 781 adhérents.

En 1989, son statut associatif est doublé d'un nouveau mandat avec son intégration dans la Francophonie institutionnelle en qualité d'opérateur pour l'enseignement supérieur et la recherche. A ce titre, elle met en œuvre dans son domaine d'intervention les résolutions adoptées par les Sommets des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage.



> Une double mission : solidarité et excellence

Créée pour instituer entre les universités de langue française un lien de coopération permettant d'intensifier leurs échanges, l'Agence universitaire honore depuis lors l'esprit de ses fondateurs en conjuguant solidarité et excellence. Elle est aujourd'hui un acteur majeur du développement de la communauté scientifique internationale de langue française, qui constitue le cœur de sa mission. Dans le respect de la diversité des cultures et des langues, elle met ses programmes de coopération et son expertise dans les domaines de la formation, de la recherche, de la gouvernance, du numérique et de l'insertion professionnelle au service de la Francophonie universitaire.

La stratégie d'intervention de l'AUF pour les années 2010-2013 repose sur trois axes prioritaires :

- l'amélioration des capacités institutionnelles, académiques, administratives et scientifiques de ses institutions membres,
- le rayonnement international de la communauté scientifique francophone.
- la formation d'enseignants, de chercheurs et de professionnels acteurs du développement.

Chaque action de l'Agence répond à l'un ou l'autre de ces objectifs.

➤ Un rayonnement international

781 membres dans 94 pays

A sa création, l'AUF regroupait 40 établissements. Elle fédère aujourd'hui un réseau de 781 institutions d'enseignement supérieur et de recherche francophones issues de 94 pays, lesquels ne sont pas tous membres de la Francophonie institution-

nelle. Des institutions universitaires d'Algérie, du Brésil ou encore de Chine ont rejoint ce réseau universitaire international qui dépasse ainsi les frontières de la Francophonie traditionnelle, créant une nouvelle Francophonie des savoirs.

LES 40 PAYS D'IMPLANTATION DE L'AUF PAR RÉGION

Afrique centrale et des Grands Lacs

Burundi ; Cameroun ; Congo ; Gabon ; République centrafricaine ; République démocratique du Congo ; Tchad

Afrique de l'Ouest

Bénin ; Burkina Faso ; Côte d'Ivoire ; Guinée ; Mali ; Mauritanie ; Niger ; Sénégal ; Togo

Amériques

Brésil ; Canada (Québec)

Asie-Pacifique

Cambodge ; Laos ; Vanuatu ; Vietnam

Caraïbe

Haïti

Europe centrale et orientale

Albanie ; Arménie ; Bulgarie ; Géorgie ; Moldavie ; Roumanie

Europe de l'Ouest

Belgique ; France

Maghreb

Algérie ; Maroc ; Tunisie

Moyen-Orient

Egypte ; Liban ; Syrie

Océan Indien

Comores ; Madagascar ; Maurice

LES 781 MEMBRES DE L'AUF PAR RÉGION



70 implantations dans 40 pays

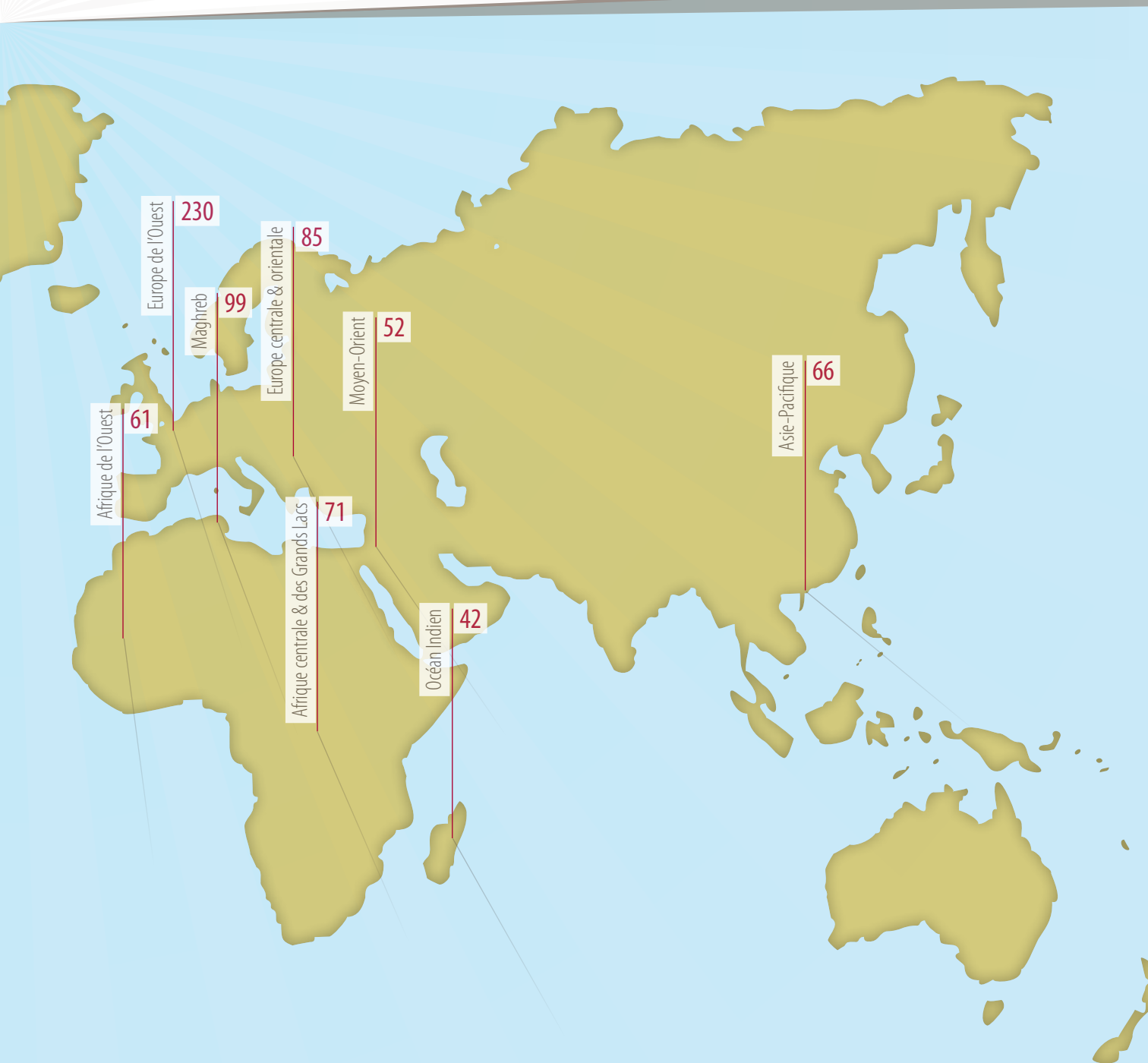
L'AUF a construit un dispositif d'implantations dans le monde qui lui permet de renforcer son efficacité. Ce dispositif est constitué de 70 représentations locales réparties dans 40 pays.

Son siège est installé à Montréal (Canada), ses services centraux se répartissent entre Montréal et Paris (France).

10 bureaux régionaux pilotent les interventions de l'AUF sur le terrain en Afrique centrale et des Grands Lacs, en Afrique

de l'Ouest, dans les Amériques, en Asie-Pacifique, dans la Caraïbe, en Europe centrale et orientale, en Europe de l'Ouest, au Maghreb, au Moyen-Orient et dans l'Océan Indien.

6 antennes administratives, 44 campus numériques francophones^{MD} consacrés au numérique et 7 instituts de la Francophonie, dédiés à la formation et à la recherche, complètent le dispositif d'intervention régional de l'AUF.





Une entrevue avec le Président de l'AUF

M. Yvon Fontaine

L'Agence a ouvert en 2011 une antenne à São Paulo au Brésil ; elle a également ouvert trois campus numériques francophones en Algérie depuis 2006. Quelle réalité reflète ce nouvel ancrage dans des pays non membres de la Francophonie institutionnelle ?

Je distinguerai deux cas, celui de pays comme l'Algérie qui sont largement francophones et celui de pays qui possèdent une tradition francophile, comme le Brésil.

En termes du nombre de locuteurs de français, l'Algérie est le deuxième pays francophone au monde, juste après la France, avec près de 16 millions de personnes qui s'expriment couramment en français, particulièrement dans le monde universitaire. C'est d'ailleurs le deuxième pays où l'AUF compte le plus grand nombre de membres, avec 52 établissements qui bénéficient tous du statut de membre titulaire, un statut habituellement réservé aux établissements pleinement francophones. Avec des populations jeunes, les pays du Maghreb représentent une francophonie universitaire dynamique et en croissance ; c'est aussi pour cette raison que le conseil d'administration de l'Agence a décidé d'ouvrir cette année les portes d'un 10^e bureau régional à Rabat dédié à la région Maghreb.

Le Brésil impressionne quant à lui par sa productivité scientifique : il est classé à la 13^e place parmi les pays producteurs de connaissance et a dépassé dans ce domaine la Russie en 2009. Le désir de francophonie y est fort : l'Amérique latine compte 24 établissements membres de l'Agence, dont 14 au Brésil, soit plus de 40% des membres relevant du Bureau des Amériques. Dans le cadre de sa politique de diversification des ressources, l'AUF a récemment signé une entente de cofinancement de projets scientifiques avec la Fondation d'appui à la recherche de l'État de São Paulo (FAPESP).

Cette communauté de langage a des degrés différents justifie donc amplement l'ouverture de l'AUF à leur égard ; la francophonie universitaire a le privilège d'être apolitique et de pouvoir s'affranchir du poids de l'Histoire ou des contraintes diplomatiques. C'est une opportunité unique de soutenir la francophonie des savoirs, où qu'elle se trouve dans le monde.

En 20 ans, l'Agence a créé un parc de 44 campus numériques francophones ; elle soutient un nombre croissant de formations ouvertes et à distance - 87 aujourd'hui - et a signé en 2011 un accord avec le gouvernement tunisien pour la création d'un nouvel Institut à Tunis spécialisé dans l'ingénierie des formations à distance (IFIC). Pourquoi cet engagement constant dans le numérique ?

L'engagement de l'AUF en faveur de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'éducation (TICE) est fort et de longue date. Elle a fait ce pari il y a vingt ans. A l'époque, internet en était à ses balbutiements et l'Agence a parié sur son développement exponentiel. Elle a alors créé ses deux premiers campus numériques francophones à Dakar et à Antananarivo. Aujourd'hui, ce réseau unique est déployé dans 40 pays. Pour les étudiants, les enseignants et les chercheurs ces infrastructures dédiées au numérique sont des lieux de formation, d'apprentissage et de partage.

L'AUF s'est avancée plus loin : dix ans après la création de son premier campus, elle a fait un second pari en s'engageant dans le développement de la formation ouverte et à distance (FOAD). Il s'agissait d'offrir la possibilité d'accéder à des formations diplômantes en ligne et de diversifier ainsi l'offre de formation accessible localement. Aujourd'hui, l'Agence soutient 87 formations à distance, dont 47 issues d'établissements du Sud, de niveau licence et master que les apprenants peuvent suivre à partir de son réseau de CNF. Ces formations connaissent un engouement croissant. Elles permettent de répondre au défi de la massification de l'enseignement supérieur dans plusieurs pays et de la lutte contre l'exode des cerveaux.

Parmi les autres succès de l'AUF en matière de numérique deux projets peuvent être cités : le projet IFADEM (Initiative pour la formation à distance des maîtres) dans lequel, en partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Agence apporte toutes ses compétences dans le domaine des TICE et le projet PENDHA (Plan d'enseignement numérique à distance en Haïti) pour lequel elle a été mandatée afin de créer 12 espaces numériques en Haïti

L'Agence a acquis en vingt ans une expertise et des compétences reconnues dans le numérique qu'il convient de valoriser ; ce sera l'un des objectifs des états généraux du numérique éducatif qui seront organisés à Tunis en octobre 2012 sous les auspices du nouvel institut francophone de l'Agence, l'Institut de la Francophonie pour l'ingénierie de la connaissance et de la formation à distance (IFIC).

Les évènements marquants **de 2011**





Soirée de clôture du jubilé, Cité International Universitaire de Paris (CIUP), décembre 2011

➤ le 50^e anniversaire de l'Agence universitaire

L'année 2011 a été marquée par les festivités du 50^e anniversaire de fondation de l'Agence universitaire de la Francophonie. Ce jubilé a été l'occasion de célébrer la communauté académique et scientifique francophone dans le monde à travers de multiples événements. Près d'une centaine de manifestations labellisées 50^e se sont déroulées sur tous les continents ; elles eurent un caractère scientifique (colloques et conférences) comme festif et culturel (banquets, arts de la scène, performances diverses, etc.) ou encore associatif. Quatre événements majeurs ont ponctué ce jubilé :

En Afrique centrale et des Grands Lacs

Le colloque « Universités, citoyenneté et performance : comment renforcer le lien social ? » organisé à Brazzaville (Congo) en juillet 2011 a réuni plus de 400 personnes,

recteurs, enseignants et étudiants des universités francophones d'Afrique et de l'Océan Indien.



Dans les Amériques

Montréal (Canada-Québec), a accueilli en septembre 2011 un colloque international sur « La Francophonie des savoirs, moteur du développement ». Un brunch associatif

consacré à « l'avenir des coopérations interuniversitaires dans une perspective de développement » a rassemblé 200 participants.



En Europe de l'Ouest

En novembre 2011, l'Agence a réuni au Palais des Académies de Bruxelles (Belgique) des entrepreneurs, des chercheurs universitaires et des représentants

des pouvoirs publics, dans le cadre d'un colloque « Universités, entreprises et innovations ».



Le jubilé s'est conclu à Paris le 1^{er} décembre 2011 par une cérémonie protocolaire organisée à la Cité Internationale Universitaire de Paris (CIUP). Étaient présentes plusieurs hautes personnalités, dont S.E. M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, M. Jean-Pierre Raffarin, Représentant personnel du Chef de l'État français au Conseil permanent de la Francophonie, M. Clément Duhaime, Administrateur de l'Organisation International

de la Francophonie (OIF), Mme Carine Camby, Déléguée générale de la CIUP, Monsieur Jacques Toubon, ancien Ministre et Président du conseil d'orientation de la cité nationale de l'histoire de l'immigration, ainsi que plusieurs anciens recteurs et présidents de l'AUF. Près de 200 invités étaient au rendez-vous, dont des représentants du monde universitaire, politique, institutionnel, diplomatique ainsi que le personnel de l'AUF.



Bernard Cerquiglini, Recteur de l'AUF ; Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie ;
Yvon Fontaine, Président de l'AUF ; Clément Duhaime, Administrateur de l'OIF

➤ La reconduction du mandat du recteur de l'AUF : M. Bernard Cerquiglini

C'est dans les locaux de l'Université Mohammed V - Souissi de Rabat (Maroc) que le conseil d'administration de l'AUF a renouvelé en mai 2011 le mandat de recteur de M. Bernard Cerquiglini pour une ultime période de quatre ans. Lors de son discours devant les membres du conseil d'administration, le recteur a présenté la feuille de route de son nouveau mandat, construite autour de deux axes et de quatre principes :

Deux axes :

- Le renouvellement de la vie associative de l'Agence universitaire, en renforçant le rôle pivot de l'AUF en matière de coopération universitaire francophone.
- La modernisation de l'opérateur par des changements statutaire, institutionnel et programmatique, afin de mettre l'Agence universitaire en adéquation avec l'évolution du monde universitaire.

Quatre principes :

- Conforter la coopération Sud-Sud en complément de la coopération Nord-Sud.
- Approfondir l'innovation, numérique no-

tamment, par le déploiement de la formation à distance et la création de l'Institut de la Francophonie pour l'Ingénierie de la connaissance et de la formation à distance (IFIC) en Tunisie.

- Elaborer de la doctrine sur des problématiques propres au monde de l'enseignement supérieur et de la recherche (créer de la doctrine francophone).
- Penser la francophonie universitaire de demain en poursuivant l'extension du réseau d'adhérents hors des frontières de la Francophonie traditionnelle.



Membres du conseil d'administration, Rabat (Maroc), mai 2011

➤ Une politique associative renouvelée

Dans un paysage universitaire en profonde évolution, tenant compte de l'accroissement du nombre de ses membres et du contexte économique difficile, l'Agence universitaire a renouvelé en 2011 sa politique associative.

Replacé dans une perspective de pivot de la coopération universitaire plutôt que d'assistance directe, le rôle de l'Agence est recentré sur sa capacité à fédérer son réseau d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche francophone. Il s'agit pour l'AUF de créer des liens institutionnels et scientifiques entre ses membres afin qu'ils puissent véritablement échanger, partager et devenir des ressources mutuelles.

Cette nouvelle politique associative se fonde sur trois principes :

1) L'Agence doit centrer son action sur les institutions plutôt que sur les individus : ses projets, ses activités et les services qu'elle rend doivent s'adresser à ses institutions membres et les mettre à contribution.

2) L'Agence doit rompre avec toute logique d'assistance et de substitution : sa

mission épouse la notion de coopération universitaire internationale. La force principale de l'AUF réside dans son réseau et le rôle d'appui et de levier qu'elle peut assurer, plutôt que dans la seule assistance directe et unilatérale aux universités émergentes.

3) L'Agence doit fonder son action sur le soutien mutuel entre ses institutions membres ; elle doit stimuler leurs coopérations selon leurs complémentarités.

Cette politique associative s'accompagne d'un volet externe : le positionnement de l'AUF comme institution internationale reconnue pour ses compétences particulières, à l'instar de l'UNESCO ou de l'OCDE. Ce positionnement passe par une communication renforcée lui donnant plus de visibilité sur la scène internationale, mais surtout par la publication d'études sur des thématiques et des problématiques propres au monde de l'enseignement supérieur et de la recherche (passage au rythme « licence-master-doctorat » ; indexation des revues francophones ; etc.).

➤ L'ouverture d'une implantation de l'AUF en Amérique latine

L'Agence universitaire a inauguré une Antenne pour l'Amérique latine à São Paulo (Brésil) en mars 2011, dans le cadre de la semaine internationale de la Francophonie.

L'Agence est déjà présente sur le sol nord-américain depuis 1961, avec son siège social, renforcé par son bureau régional des Amériques ouvert à Montréal en 1987. L'objectif était alors de renforcer

la coopération universitaire dans une région où l'association comptait 13 institutions membres, essentiellement au Canada. Vingt-quatre ans plus tard, la région compte un réseau de 59 membres (Argentine, Brésil, Canada, Canada-Nouveau-Brunswick, Canada-Québec, Colombie, États-Unis d'Amérique, Mexique, Pérou et Venezuela) dont 24 en Amérique latine.

Face à l'intérêt croissant des institutions d'Amérique du Sud pour la Francophonie des savoirs, et l'essor du Brésil dans le domaine de la production de connaissance¹,

l'AUF a décidé d'ouvrir une implantation régionale sur le territoire sud-américain. L'ouverture de cette nouvelle Antenne confirme la volonté de l'AUF de fédérer un réseau universitaire francophone au-delà des frontières de la Francophonie institutionnelle et de s'engager ainsi dans la Francophonie universitaire de demain.

C'est également sur le sol sud-américain que la 16^e assemblée générale de l'AUF se réunira, du 7 au 9 mai 2013, à São Paulo (Brésil).

➤ Le 10^e bureau régional de l'AUF ouvert au Maghreb

Ouvert à Bruxelles (Belgique) en 2002, le Bureau Europe de l'Ouest et Maghreb a fédéré pendant dix ans le réseau des institutions membres de l'AUF de cette grande région. La croissance continue du nombre de membres issus du Maghreb (de 3 en 1961 à 99 en 2012) a conduit l'Agence universitaire à subdiviser cette implantation en dédiant un bureau régional à cette région. Depuis janvier 2012, le 10^e bureau régional de l'Agence a ouvert ses portes à Rabat.

Interlocuteur privilégié des 99 membres

de l'Agence universitaire dans la région du Maghreb, ce nouveau bureau a pour rôle d'animer et de coordonner l'activité de l'Agence dans l'ensemble des pays de l'espace maghrébin. Il représente l'AUF auprès des autorités compétentes, tant au Maroc que dans les autres pays du Maghreb, réalise la promotion des projets de l'Agence dans ces territoires et suscite les collaborations scientifiques entre les établissements d'enseignement supérieur membres de la région et les autres pays francophones.

➤ Un Institut spécialisé en ingénierie de la connaissance et de la formation à distance créé en Tunisie

Au lendemain de la révolution de janvier 2011, le gouvernement de la République de Tunisie a confirmé son souhait d'accueillir un institut de la Francophonie consacré aux formations à distance. L'accord de siège portant création de l'Institut de la Francophonie pour l'ingénierie de la connaissance et de la formation à distance (IFIC) a été signé à Tunis le 21 octobre 2011 par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le recteur de l'AUF.

L'IFIC est hébergé à l'Institut national des

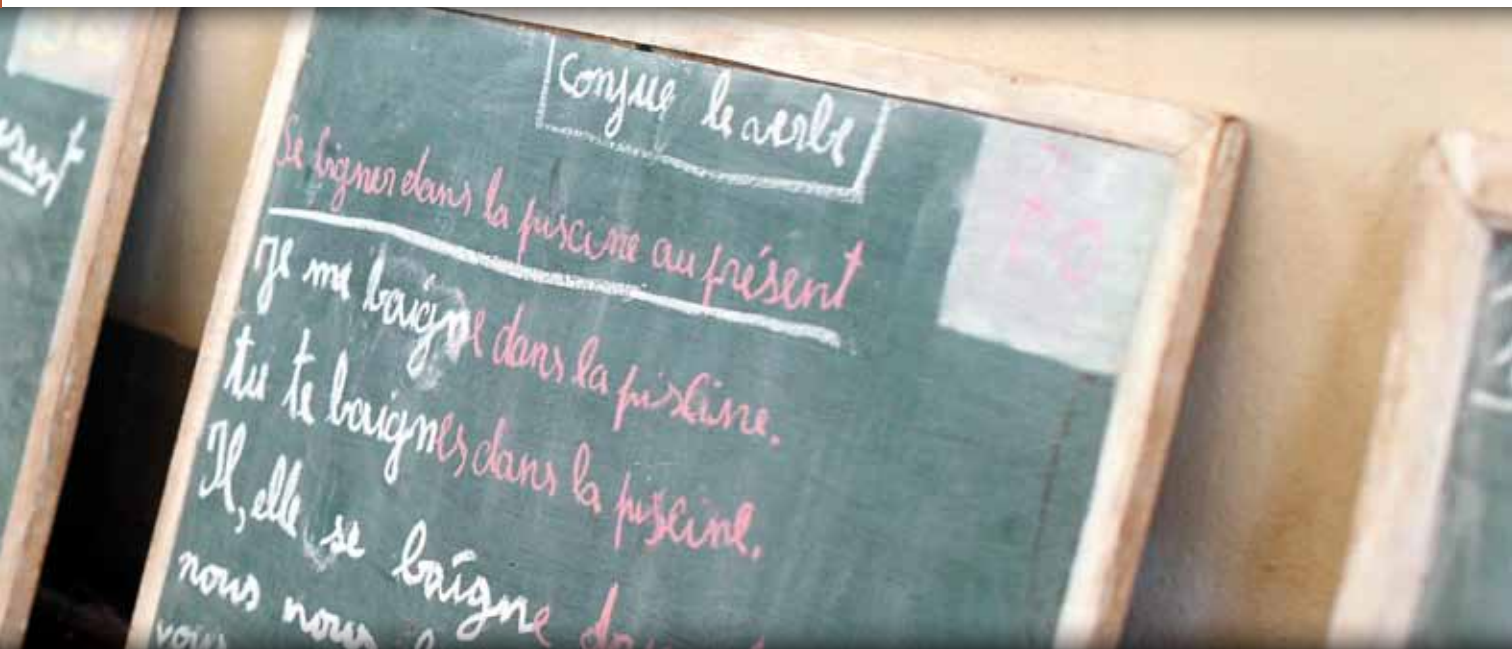
sciences appliquées et de technologies (INSAT) de l'Université de Carthage. Il a pour objectif le déploiement des technologies de l'information et de la communication pour l'éducation dans l'ensemble de la Francophonie, en assurant les trois missions suivantes : formation et certification des acteurs de l'enseignement à distance ; étude et conseil dans le domaine de l'intégration des TICE pour le compte des universités membres de l'Agence ; impulsion d'une dynamique de recherche dans le domaine des TICE.

(1) Le Brésil est classé à la 13^e place parmi les pays producteurs de connaissance et y a dépassé la Russie en 2009.

La solidarité universitaire : l'AUF **en Haïti** et **en Côte d'Ivoire**



L'Agence universitaire de la Francophonie apporte « *une aide particulière aux institutions les moins favorisées, spécialement à celles qui sont nouvellement créées ou menacées dans leur existence* », conformément aux missions inscrites dans ses statuts.



➤ L'AUF en Haïti

Dans la continuité des actions entreprises depuis 2010, Haïti reste un pays prioritaire pour la francophonie universitaire, convaincue que l'enseignement supérieur et la recherche sont un moteur essentiel du développement et peuvent efficacement contribuer à la reconstruction du pays.

Après avoir répondu à l'urgence post-séisme, l'AUF s'est engagée début 2011 dans quatre projets majeurs qui contribuent à la reconstruction du système universitaire haïtien.

Le projet PENDHA :

Plan d'enseignement numérique à distance en Haïti

pendha.org



Le projet PENDHA est fondé sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication à finalité prioritairement éducative. Il consiste en la mise en place de 12 espaces numériques à Haïti : neuf à Port-au-Prince et trois respectivement aux Cayes, à Gonaïves et au Cap-Haïtien au sein des 12 institutions haïtiennes membres de la

CORPUCA (Conférence régionale des Recteurs, Présidents et Directeurs d'Institutions dans la Caraïbe).

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Agence inter-établissements de recherche pour le développement (AIRD, France), l'AUF et l'Ambassade de France en Haïti. Le Ministère des affaires étrangères et européennes (MAEE) français a al-

loué un montant de 1 000 000 euros au projet, complété par différentes aides obtenues via l'AUF - Fondation de France, Conférence universitaire de Suisse occidentale (CUSO), Université de Moncton (Canada), Fondation Pologne Haïti - ainsi que par une aide de l'Institut de Recherche pour le développement (IRD, France).

Six des 12 espaces numériques prévus sont aujourd'hui opérationnels. Les deux premiers stages de formation à la pratique de l'enseignement numérique à distance ont rassemblé plus de 60 apprenants en avril 2011 dans l'espace numérique de l'Ecole supérieure d'Infotronique. Les six derniers espaces seront ouverts en 2012.



Espace numérique polyvalent PENDHA, Université de Quisqueya, Port-au-Prince, octobre 2011

Les 12 universités haïtiennes bénéficiaires du projet : Université d'Etat d'Haïti ; Université Quisqueya ; Ecole supérieure d'infotronique d'Haïti ; Université Notre Dame d'Haïti ; Institut universitaire Quisqueya Amérique ; Centre de technique de planification et d'économie appliquée ; Ecole nationale supérieure de technologie ; Université Caraïbe ; Université Publique du Sud aux Cayes ; Université publique de l'Artibonite aux Gonaïves ; Université publique du Nord au Cap Haïtien ; Université épiscopale d'Haïti.



Le projet IFADEM :
Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres
ifadem.org

Copilotée par l'AUF et l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) participe aux efforts internationaux en faveur d'une éducation de base de qualité pour

tous. Elle soutient les Etats dans la définition de stratégies de formation continue des enseignants du primaire afin d'améliorer les compétences des instituteurs dans l'enseignement du et en français. En partenariat avec les minis-

tères de l'éducation des pays concernés, IFADEM conçoit et organise un dispositif de formation en partie à distance adapté aux besoins de leurs systèmes éducatifs et utilisant les technologies de l'information et de la communication.

En Haïti, l'initiative a été relancée en mars 2010 avec la signature de la convention entre le gouvernement, l'AUF et l'Organisation internationale de la Francophonie. Deux espaces numériques IFADEM ont été installés par les ingénieurs de l'AUF au profit de l'initiative commune, à l'Ecole normale d'instituteurs des Cayes (Sud) et à l'École fondamentale d'application - Centre d'appui pédagogique (EFACAP) de Meyer, commune de Jacmel (Sud-Est). La formation a débuté en août 2011 avec le premier regroupement des 400 instituteurs concernés ; elle se déroulera sur une période de neuf mois.



Centre d'appui pédagogique de Meyer, Jacmel, Haïti

Un collège doctoral interuniversitaire en Haïti

La reconfiguration de l'Institut Aimé Césaire en collège doctoral universitaire est prévue pour la rentrée universitaire 2012.

La constitution du Collège doctoral Haïti (CDH) a été actée par convention le 8 décembre 2011 entre l'Université d'Etat d'Haïti et l'Université de Quisqueya.

Le CDH entend organiser et assurer la formation doctorale de près de 50 enseignants titulaires d'un master dans les domaines suivants : langues, cultures et communication ; environnement et gestion des risques et économie et gestion.

Le collège contribuera ainsi à améliorer le niveau de formation des formateurs, à améliorer la gouvernance universitaire au niveau national ; il participera à l'élaboration d'une politique nationale de recherche et à la structuration d'un espace de formation à la recherche.

Le soutien à la Conférence des recteurs présidents et dirigeants d'institutions d'enseignement supérieur haïtiennes (CORPUHA)

Le système universitaire haïtien s'est doté depuis septembre 2011 d'un organe de réflexion, de débats, de débats et d'échanges interuniversitaires : la Conférence des recteurs, présidents et dirigeants d'institutions d'enseignement supérieur haïtiennes

(CORPUHA). Cette association d'universités regroupe les principaux établissements universitaires haïtiens. Elle entend devenir un outil solide et efficace en matière de réflexions sur l'enseignement supérieur en Haïti, afin de participer à la reconstruction du système

universitaire de son pays.

L'Agence universitaire soutient les structures nationales œuvrant en faveur de l'amélioration de la gouvernance universitaire. A cet égard, elle apporte toute son expertise au développement de la CORPUHA.

Les institutions membres de la CORPUHA : Université d'Etat d'Haïti, Centre technique de planification et d'économie appliquée, Ecole nationale supérieure de technologie (ENST), Ecole supérieure d'infotronique d'Haïti (ESIH), Institut universitaire Quisqueya-Amérique, Université Caraïbe, Université Notre-Dame d'Haïti, Université Quisqueya, Université publique en région du Sud aux Cayes, Université publique en région Artibonite aux Gonaïves, Université épiscopale d'Haïti, Université de Port-au-Prince ; Institut des hautes études commerciales et économiques.

> L'AUF en Côte d'Ivoire

Depuis le 26 avril 2011, date de la fin de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire, l'Agence universitaire de la Francophonie apporte un soutien particulier aux universitaires ivoiriens et aux institutions auxquelles ils appartiennent.

La relocalisation du Campus numérique francophone^{MD} d'Abidjan

A la suite de la détérioration de l'Université de Cocody, le Campus numérique francophone^{MD} de l'AUF d'Abidjan a été relocalisé à l'Ecole normale supérieure d'Abidjan. Six

salles sont mises à la disposition de l'AUF. En attendant la réouverture du nouveau campus, les étudiants inscrits à des formations ouvertes et à distance en 2011 ont pu pour-

suivre leur formation au sein de l'Ecole nationale de statistiques et d'économie appliquées (ENSEA) et du Centre de recherche et d'action pour la paix (CERAP).

Le nouveau Campus numérique francophone^{MD} d'Abidjan relocalisé à l'Ecole normale supérieure d'Abidjan a été inauguré par le recteur de l'Agence universitaire le 2 février 2012.

Le maintien de la mobilité scientifique

La mise en œuvre des missions d'enseignement et de bourses lancées avant la crise au profit des étudiants, enseignants et chercheurs de la Côte d'Ivoire s'est poursuivie. Ainsi, pour l'année universitaire 2010-2011, 64 d'entre eux ont bénéficié d'une mobilité. Les procédures ont été assouplies afin de permettre aux bénéficiaires

de bourses de mobilité de suivre leur formation dans les meilleures conditions. Pour aider les enseignants-chercheurs à rompre leur isolement, l'AUF a augmenté le nombre de mobilités de réseaux permettant aux enseignants et aux chercheurs de participer à des manifestations scientifiques. Des enseignants-

chercheurs ivoiriens ont notamment participé à deux conférences thématiques organisées par l'AUF : « Sciences, vie et société en Afrique » à Yaoundé (Cameroun) en mars 2011 et « Enseignement supérieur et économie de la connaissance » tenue à Dakar (Sénégal) en mai 2011.

La poursuite du projet gouvernance par le numérique

Pour préparer la réouverture prochaine des universités, le projet « gouvernance par le numérique-volet gestion de la scolarité en ligne » s'est poursuivi à l'Université de Bouaké et à l'Université d'Abobo-Adjamé. Une mission d'expertise à

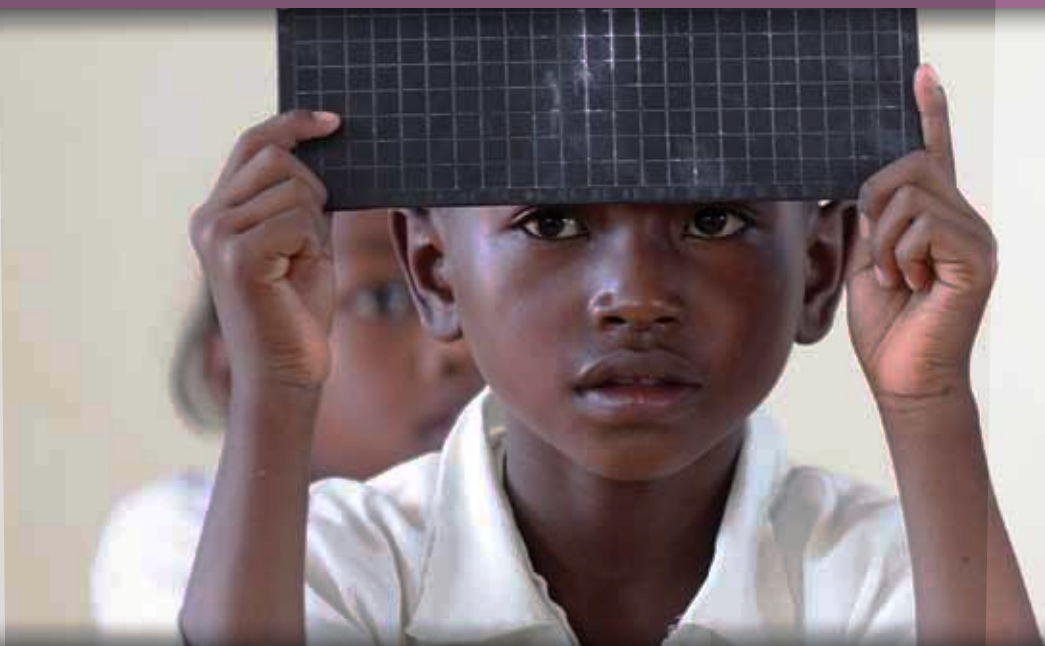
Abidjan en octobre 2011 a permis d'évaluer les installations et de prendre en main le logiciel de gestion intégré de scolarité LMD « Cocktail-Scolarix ». L'AUF a pris en charge les mobilités des personnels de ces universités dans le cadre de

leur participation aux formations sur la « maîtrise et la gestion fonctionnelle du logiciel », organisées en décembre 2011 au campus numérique francophone partenaire de l'Université de Ouagadougou (Burkina-Faso).

En 2012 : Un nouveau plan d'action en faveur de l'enseignement supérieur ivoirien

Des rencontres sur place entre la direction de l'Agence universitaire et les officiels et représentants des institutions membres de l'Agence ont abouti à l'élaboration d'un plan d'action en faveur de l'enseignement supérieur ivoirien. Le recteur a rappelé la disponibilité de l'Agence à accompagner ses institutions membres dans leur renouveau, en collaboration avec les autres partenaires techniques et financiers intervenant dans le pays.

Les chiffres **clefs** pour 2011



4951² aides individuelles à la formation et à la recherche attribuées dont **2206** bourses de mobilité ; **1296** missions de coopération scientifique et technique ; **1449** allocations d'études locales.

78 formations ouvertes et à distance (FOAD) soutenues en 2011-2012 ; **1248** apprenants.

85 filières universitaires soutenues ; **6140** étudiants inscrits.

244 étudiants formés dans **5** instituts internationaux de la Francophonie.

99 projets de coopération scientifique interuniversitaire soutenus ; **375** institutions associées



Près de **100** doctorants bénéficiant d'un encadrement spécifique dans la finalisation de leur recherche doctorale.

Un réseau de **44** Campus numériques francophones^{MD} et de **16** campus numériques francophones partenaires au service des étudiants, enseignants et chercheurs ; **2 340** ordinateurs mis à la disposition du public universitaire ; **664 760** visites.

176 manifestations scientifiques internationales soutenues.

Plus de **29 200** bénéficiaires d'une formation aux technologies de l'information et de la communication organisée au sein du réseau des Campus numériques francophones^{MD}.

Plus de **27 000** articles et thèses diffusés auprès des étudiants, enseignants et chercheurs ; **15** ouvrages coédités par l'AUF.

(2) Total des aides individuelles attribuées pour les années universitaires 2010-2011 et 2011-2012

Un engagement international
en faveur de **l'enseignement
supérieur** et de **la recherche**
en français



Le champ d'intervention de l'Agence universitaire de la Francophonie couvre cinq grands domaines constitutifs de l'enseignement supérieur : la formation ; la recherche ; la gouvernance ; le numérique ; et l'insertion professionnelle.

L'Agence déploie dans chacun de ces domaines des projets concourant au développement d'un enseignement supérieur francophone de qualité. Ses projets sont mis en œuvre en partenariat avec et au bénéfice de ses institutions membres.



Soutenir la formation

Dès sa création, l'Agence universitaire s'est attachée à soutenir une offre de formation supérieure francophone de qualité dans l'ensemble de ses pays d'intervention. En 2011, elle a mis en œuvre un éventail d'actions dans ce domaine : le soutien à des filières universitaires francophones ; l'offre de formations spécialisées de 3^e cycle dans ses cinq instituts de formation ; l'appui au déploiement de formations ouvertes et à distance ; le renforcement de la formation des doctorants et la mise en œuvre d'un dispositif de mobilité.

Le soutien aux filières universitaires francophones

Les étudiants des pays francophones qui souhaitent enrichir leur formation supérieure nationale par un enseignement en français s'inscrivent dans des filières universitaires francophones : la formation y est dispensée partiellement ou intégralement en français et est complétée par des cours de langue renforcés. En 2011, l'Agence universitaire a soutenu **85** de ces filières avec l'attribution de bourses de

mobilités, de missions d'enseignement et la dotation de fonds documentaires.

Les filières concernées sont spécialisées dans le domaine de la langue, du droit et des sciences politiques, de l'environnement et du développement. Elles sont réparties dans huit des régions d'implantations de l'Agence universitaire ; elles ont accueilli **6 140** étudiants au cours de l'année universitaire 2011-2012.

Un nouveau master spécialisé en infectiologie tropicale en Afrique centrale et des Grands Lacs

Depuis la rentrée universitaire 2011, l'Agence universitaire soutient un nouveau master spécialisé en infectiologie tropicale proposé par l'École doctorale de Franceville au Gabon. Ce master a pour objectif de former des spécialistes en infectiologie tropicale dont les applications contribueront à l'amélioration de la santé humaine et animale des pays de l'Afrique sub-saharienne. Des biologistes, biochimistes, médecins, pharmaciens, vétérinaires, chimistes peuvent ainsi accéder à une formation spécialisée de niveau master 2 qui leur donne la possibilité d'accéder par la suite au niveau doctoral. Les enseignements sont assurés par des professeurs en provenance des universités partenaires et par des chercheurs. La première promotion est constituée de 17 étudiants, majoritairement issus de la région Afrique centrale et des Grands Lacs.

Les meilleurs candidats bénéficient d'une bourse de l'AUF pendant la durée de la formation. L'Agence prend également en charge les missions d'enseignement des professeurs en provenance des universités du Nord

La création d'instituts francophones de formation de 3^e cycle

Répondant à la demande des chefs d'Etat et de gouvernement ayant le français en partage dans le cadre des Sommets de la Francophonie, l'Agence universitaire a ouvert depuis 1993 cinq instituts internationaux de la Francophonie. Gérés de façon multilatérale, ces instituts sont des lieux de recherche et de formation de très haut niveau. Ils forment des spécialistes en informatique, en administration et gestion, en médecine tropicale et en entrepreneu-

riat. Les enseignements sont dispensés en français et réalisés en partenariat avec des universités et des entreprises. Ces instituts développent également des programmes de formation continue ; ils offrent des formations à la recherche et assurent des fonctions d'expertise.

En 2011, les instituts internationaux de la Francophonie ont formé **244** étudiants.

□ L'Institut de la Francophonie pour l'Administration et la Gestion (IFAG), Sofia, Bulgarie

ifag.auf.org

L'IFAG forme des gestionnaires, entrepreneurs et cadres des organisations publiques et privées. Il donne accès à trois masters : « droit, économie, gestion spécialité administration des entreprises » ; « sciences de gestion, option publique européenne » ; « économie et société, parcours économie sociale et solidaire » délivrés respectivement par l'Universités de Nantes (France), l'Université de Liège (Belgique) et l'Université Lumière Lyon 2 (France).

Un 3^e master à l'Institut de la Francophonie pour l'Administration et la Gestion (IFAG), Sofia, Bulgarie

En partenariat avec l'Université Lumière Lyon 2 (France), l'IFAG propose un troisième diplôme depuis la rentrée universitaire 2011 : le master « économie sociale et solidaire ». La formation prépare les étudiants à occuper des fonctions de conseillers en création d'activités à des fins d'insertion par l'emploi, de chefs de projets ou agents de développement capables de concevoir, conduire et animer des projets partenariaux de développement local et de solidarité internationale. Le diplôme délivré à l'issue de la formation est le master droit-économie-gestion, mention économie et société, spécialité entrepreneuriat des projets socio-économiques, de l'Université Lumière Lyon II (diplôme d'Etat français). La première promotion est composée de 16 étudiants.

□ L'Institut de la Francophonie pour l'Informatique (IFI), Hanoï, Vietnam

ifi.auf.org

L'IFI propose deux cursus de formation : « systèmes et réseaux » diplômée par l'Université Claude Bernard, Lyon 1, France, et par l'Université nationale de Hanoï, Vietnam ; « intelligence artificielle et multimédia », diplômée par l'Université de la Rochelle (France) et l'Université nationale de Hanoï (Vietnam).

PORTRAIT

NGUYEN Thanh Son,

diplômé de l'IFI, à la tête d'une grande entreprise informatique vietnamienne

« Les étudiants des filières francophones devraient maîtriser le français s'ils aspirent à continuer en recherche ou travailler à l'international car le français est la clé du succès » tel est le conseil de Nguyen Thanh Son, diplômé de la 5^e promotion de l'Institut de la Francophonie pour l'Informatique (IFI). Il a obtenu son Diplôme d'Études Professionnelles Approfondies en Informatique en 2001.

M. Son a choisi le français comme langue d'étude à l'université parce qu'il voulait « apprendre une langue étrangère autre que l'anglais ». Il a acquis à l'IFI les connaissances sur les technologies avancées, l'ingénierie de logiciels et les méthodes de travail, se faisant au fil du temps une vision plus globale sur le monde de l'informatique. Le stage passé aux côtés des ingénieurs français lui a permis notamment « d'améliorer ses techniques de communication dans un environnement international ».

Nguyen Thanh Son est l'un des fondateurs de l'entreprise « IFI Solution » créée en 2003 en collaboration avec d'autres étudiants de l'IFI. Spécialisée dans le développement de logiciels, IFI Solution est devenue en dix ans l'une des entreprises leaders vietnamiennes qui offrent des services d'externalisation informatique aux clients européens.



A ce jour, « IFI Solution » a de nombreux partenaires renommés du domaine de l'informatique et de la télécommunication tels que Thales, Nokia, Toshiba, EADS Panasonic. La qualité de ses services lui a valu l'approbation des grands partenaires francophones tels que Alten (France), EDF (France), Orchestra Networks (France), Visiodent (France).

Avec plus de 120 employés qualifiés, une équipe de dirigeants expérimentés, un système de gestion de la qualité certifié ISO 9001 (2008), « IFI Solution » est devenue l'une des références dans le domaine de l'informatique industrielle tournée vers l'Europe et l'international.

□ **L'Institut de la Francophonie pour l'Entrepreneuriat (IFE), Réduit, Maurice**

ife.auf.org

L'IFE offre la possibilité de suivre le master « création, reprise d'entreprise et entrepreneuriat » délivré par l'Université Montesquieu Bordeaux IV (France) et le master « entrepreneuriat et PME » délivré par l'Université Paris-Est Créteil Val de Marne (France).

Quelques chiffres, concernant l'IFE

Depuis sa création en 1999, l'IFE a formé 420 experts en entrepreneuriat dans 28 pays du Sud. Le taux moyen de création d'entreprises est de 40%. 50% des diplômés de l'IFE sont issus de la région (Madagascar, Maurice, Comores), les autres viennent des Caraïbes, du Maghreb, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale et de l'Asie du Sud-Est.

Ces entrepreneurs sont aussi des leaders dans leur environnement d'affaires ; on les retrouve impliqués dans les chambres de commerce, les chambres des métiers, les associations patronales, les associations d'entrepreneurs féminines, les instances de gestion d'établissements d'enseignement supérieur, etc.

D'autres experts formés à l'IFE occupent des fonctions de conseillers de ministres ou de chefs d'État. D'autres ont des fonctions de direction dans des ministères de l'économie et de l'industrie ou des PME, des postes clés dans les organisations de financement de la création d'entreprise (Banque mondiale, PNUD, banques de développement, etc.). Enfin d'autres sont des universitaires et ont pour projet la création de chaires d'entrepreneuriat, d'incubateurs ou de pépinières d'entreprises dans leurs universités.

Ces experts formés à l'IFE jouent un rôle majeur dans le développement économique de leurs pays. Ils sont aussi des acteurs de la diffusion de la culture entrepreneuriale. Nombre d'entre eux assure aussi des vacations de cours en entrepreneuriat dans les établissements d'enseignement supérieur, membres de l'AUF.

□ **L'Institut de la Francophonie pour la Médecine Tropicale (IFMT), Vientiane, Laos**

ifmt.auf.org

L'IFMT propose une formation dans les domaines de la santé publique, de l'épidémiologie et la méthodologie de la recherche adaptée aux principaux problèmes sanitaires de la région Asie du Sud-Est. Elle prépare au master « médecine tropicale et santé internationale » actuellement délivré par l'Université nationale du Laos et depuis la rentrée universitaire 2012 au diplôme de « maîtrise en santé communautaire » de l'Université Laval, Québec (Canada).

Signature d'un accord de double diplôme entre l'Université Laval, Québec (Canada) et l'IFMT

La signature officielle de l'accord pour la mise en œuvre d'un programme délocalisé de maîtrise en santé communautaire de l'Université Laval en double diplôme à l'Institut de la Francophonie pour la médecine tropicale (IFMT) a eu lieu le 21 juillet 2011 dans les locaux de l'IFMT.

Des étudiants de l'IFMT, parmi les meilleurs, pourront désormais recevoir deux diplômes : un diplôme de master en médecine tropicale et santé internationale de l'Université nationale du Laos et un diplôme de maîtrise en santé communautaire de l'Université Laval, Québec (Canada). L'obtention du diplôme canadien, facilitera la préparation d'un doctorat (PhD) dans une université canadienne ou américaine.

Cet accord sanctionne la qualité de l'enseignement et de la recherche qui se font à l'IFMT. Il exprime la confiance d'une grande université nord-américaine dans la capacité d'offrir une formation au Laos sensiblement équivalente à celle qui est donnée au Canada. Il positionne clairement l'Institut de la Francopho-

nie pour la Médecine Tropicale comme une institution régionale qui, par l'excellence de son enseignement et ses capacités de recherche, est capable de préparer de jeunes médecins à des études doctorales dans des institutions prestigieuses.

Avec les organismes de recherche comme l'Institut Mérieux, le Wellcome Trust, l'Institut Pasteur et l'Institut de Recherche pour le Développement, l'IFMT participe à la création d'un pôle d'excellence unique dans la région. Le Laos va devenir une destination très recherchée par les médecins souhaitant se perfectionner en médecine tropicale, en santé publique et en recherche. Ainsi, le campus médical de Vientiane pourra accueillir les étudiants des pays du Sud et du Nord qui désirent améliorer la santé des populations des pays en développement.

Le déploiement de la formation à distance

foad.refer.org

Depuis 2001, l'Agence universitaire accompagne un ensemble de formations ouvertes et à distance (FOAD) de niveau licence et master. Ces formations s'adressent principalement à des étudiants et à des jeunes professionnels en formation continue, qui désirent accéder à des formations de niveau international ou à des spécialités qui n'existent pas localement ; elles permettent aux étudiants et salariés des pays du Sud de renforcer leur savoir et leurs compétences en restant dans leur pays d'origine.

Les formations sont proposées par des universités du Nord et du Sud ; elles concernent cinq grandes thématiques : droit, économie et sciences politiques ; sciences de la société ; sciences exactes et sciences de l'ingénieur ; sciences de la vie et de la terre ; sciences de l'homme.

Le déploiement des FOAD se fait à quatre niveaux :

- L'attribution d'allocations d'études aux meilleurs candidats sélectionnés par les universités couvrant une partie importante des frais pédagogiques et d'inscription à ces diplômes.
- La mise à disposition des CNFMD aux apprenants qui bénéficient ainsi d'infrastructures techniques et de réseau leur permettant de suivre leur formation dans de bonnes conditions ; ils y trouvent également des conseils, des aides et des médiations favorisant leurs apprentissages.
- L'accompagnement des établissements d'enseignement supérieur des pays francophones du Sud dans la création de dispositif de FOAD.
- La certification des tuteurs ou futurs tuteurs des FOAD.



OBTENIR UNE LICENCE OU UN MASTER PAR LA

formation ouverte et À Distance

APPEL À CANDIDATURES DE MARS À SEPTEMBRE 2012

Plus de 80 diplômes proposés dans les disciplines suivantes :

- Sciences de la société
- Sciences de l'homme
- Sciences de la vie et de la terre
- Sciences exactes et de l'ingénieur
- Droit, économie et sciences politiques

Diplômes délivrés dans nos universités membres :

- du Burkina Faso,
- du Cameroun,
- d'Égypte,
- de France,
- du Maroc,
- du Liban,
- de Madagascar,
- du Sénégal,
- de Tunisie,
- du Vietnam

Liste complète : www.auf.org/formation-distance
www.foad.refer.org

Pour toutes informations : foad@auf.org

AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE

Pour l'année universitaire 2011-2012, **78** formations à distance proposées par des institutions du Burkina Faso, du Cameroun, d'Égypte, de France, de Madagascar, du Maroc, du Sénégal, de Tunisie et du Vietnam bénéficient du soutien de l'AUF.

1 248 apprenants suivent ces cursus à distance. L'Agence universitaire a accordé une allocation d'études à distance à 511 d'entre eux.

Discipline	Nombre de formations soutenues	Nombre total d'apprenants	Nombre d'allocations d'études attribuées
Droit, économie et sciences politiques	10	341	83
Sciences de l'homme	8	98	39
Sciences de la vie et de la terre	19	172	114
Sciences exactes et sciences de l'ingénieur	29	505	173
Sciences de la société	12	132	102
Total	78	1248	511

La mise en œuvre d'un dispositif de mobilité

L'Agence universitaire appuie également la formation par son dispositif de mobilité. Elle participe ainsi au désenclavement des universités du Sud en permettant aux étudiants, enseignants et chercheurs de poursuivre une partie de leur formation et de leur recherche dans d'autres universités au Nord mais aussi, et c'est important pour l'AUF, au Sud.

Dans le domaine de l'appui à la formation, des bourses de master et de perfectionnement à la formation sont attribuées annuellement par l'Agence.

Ce dispositif se complète par la mise en œuvre de missions de coopération scienti-

fique et technique destinées à développer les échanges entre universités. Ces missions permettent aux enseignants et aux enseignants-chercheurs d'apporter un appui pédagogique et / ou scientifique aux universités partenaires.

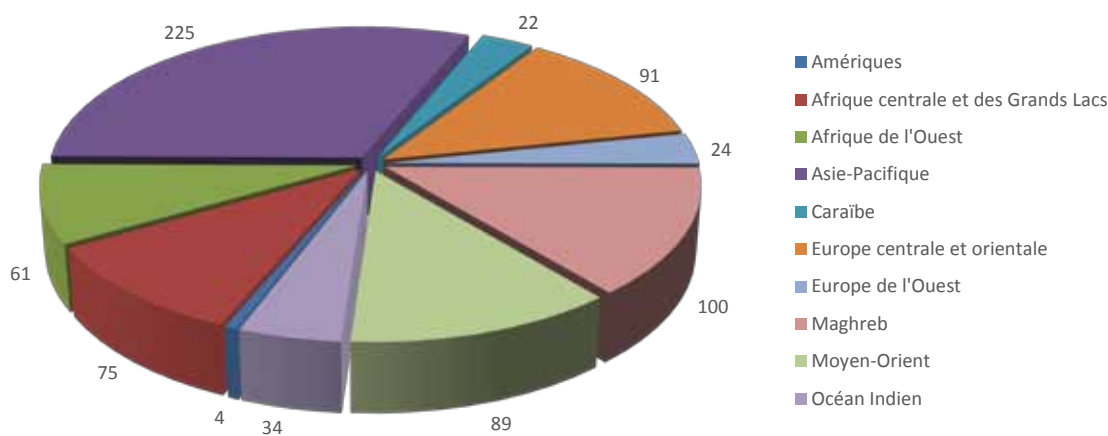
En 2011, **555 bourses³ de master** ont été attribuées ; **1 224⁴ missions de coopération** scientifique et technique ont été réalisées. Par ailleurs, l'AUF a alloué **282⁵ bourses de perfectionnement** à la formation et à la recherche

(3) Total des bourses de master attribuées au cours des années universitaires 2010-2011 et 2011-2012

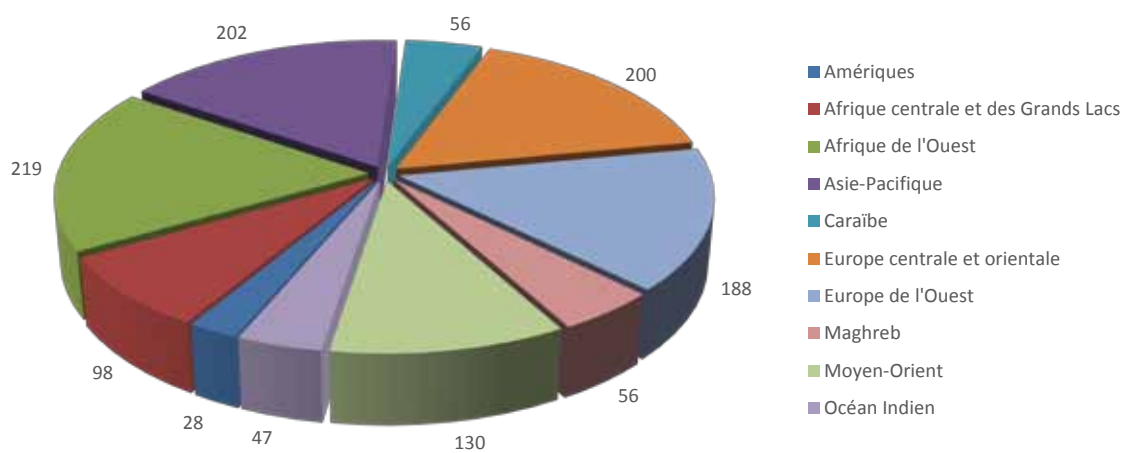
(4) Total des missions réalisées au cours des années universitaires 2010-2011 et 2011-2012

(5) Total des bourses de perfectionnement à la formation et à la recherche attribuées au cours des années universitaires 2010-2011 et 2011-2012

Nombre de bourses de master attribuées en 2011 :
• par région d'origine



• par région d'accueil



L'encadrement des doctorants

L'Agence universitaire a lancé en 2010 un nouveau projet en direction des doctorants des pays du Sud : « Horizons francophones ».

L'objectif est de renforcer les compétences du corps professoral des pays du Sud par la formation à l'enseignement et à la recherche. L'AUF offre aux bénéficiaires un encadrement scientifique, méthodologique et pédagogique de qualité afin de favoriser l'aboutissement de leur recherche doctorale. Cet encadrement se concrétise par l'organisation de séminaires de méthodologie à la recherche, l'organisation d'ateliers d'écriture et l'attribution de mobilités.

Trois projets pilotes ont été lancés au cours de l'année 2010 : « sciences économiques et sciences de gestion » au Maghreb ;

« sciences de l'eau ; santé et production animale » ; « sciences économiques et développement » en Afrique de l'Ouest ; « langues pluralités et développement » dans l'Océan Indien.

92 doctorants bénéficient actuellement de l'accompagnement de l'AUF : 49 doctorants au Maghreb ; 31 en Afrique de l'Ouest et 12 en Océan Indien. Ils ont bénéficié en 2011 de plusieurs ateliers de formation.

En 2012, le projet évoluera en incluant de nouveaux bénéficiaires. Les enseignants-chercheurs docteurs préparant une habilitation à diriger des recherches ou une agrégation d'université peuvent également aujourd'hui bénéficier du soutien de l'AUF.

Regroupements des doctorants en Afrique de l'Ouest

Dix-huit doctorants et enseignants-chercheurs, venus des universités de six pays ouest-africains engagées dans le programme « Horizons Francophones » dans les composantes « sciences de l'eau » et « économie de développement » se sont retrouvés dans le cadre d'un regroupement organisé à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal), en collaboration avec l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal), du 10 au 22 octobre 2011. Les participants ont bénéficié de sessions de formations consacrées aux technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement.

> Stimuler la recherche

Structurer l'espace de recherche francophone est au cœur de la mission de l'Agence universitaire. Son dispositif de soutien repose sur la création de collèges doctoraux, l'accompagnement de projets d'équipes de recherche, l'attribution de bourses de mobilité en direction de jeunes chercheurs, le soutien à des manifestations scientifiques internationales et le partage et la valorisation de l'information scientifique.

La création de collèges doctoraux

L'AUF met au service de la recherche deux collèges doctoraux spécialisés dans le domaine des sciences économiques et de gestion et dans le domaine de la langue : le collège doctoral francophone ès sciences économiques et de gestion en Europe centrale et orientale, et le collège doctoral

de français au Moyen-Orient (CODFRAMO) créé en 2010 au Moyen-Orient. Ces collèges permettent aux jeunes chercheurs de renforcer leur formation ; ils fédèrent à l'échelle régionale le potentiel de recherche dans les domaines concernés.

□ Le collège doctoral francophone ès sciences économiques et de gestion en Europe centrale et orientale

Le collège doctoral en sciences économiques et de gestion a pour mission de dynamiser la formation à la recherche, les activités de recherche et de publication dans le domaine des sciences de gestion, en Europe centrale et orientale. Il offre aux établissements universitaires un appui pour la formation des doctorants et apporte une aide concrète aux chercheurs dans leurs activités de recherche.

Le consortium du collège est constitué de 12 institutions issues de quatre régions : Belgique ; Bulgarie ; France ; Moldavie ; Roumanie et du réseau institutionnel membre de l'AUF, la CIDEGEF (Conférence Internationale des Dirigeants des institutions d'Enseignement supérieur et de recherche de Gestion d'Expression Française).

Pour l'année universitaire 2010-2011, 17 jeunes universitaires ont bénéficié du soutien du collège.

□ Le collège doctoral de français au Moyen-Orient (CODFRAMO)

Créé en 2010 par l'AUF en partenariat avec l'Association des Facultés ou Établissements de Lettres et Sciences Humaines – AFELSH (réseau institutionnel membre de l'AUF), le collège doctoral de français au Moyen-Orient vise à répondre aux besoins des pays de la région en docteurs qualifiés, à susciter un environnement scientifique de qualité et une structure de recherche dynamique et ouverte, à fédérer à l'échelle régionale le potentiel de recherche des établissements partenaires dans les trois domaines qui le composent : littératures et cultures ; sciences du langage et traduction.

Il regroupe 20 universités membres de l'AUF du Moyen-Orient : Chypre ; Egypte ; Iran ; Jordanie ; Liban ; Palestine et Syrie

En 2011, des séminaires ont été organisés pour les doctorants qui ont échangé et présenté l'avancement de leur thèse. Un projet de recherche « Français sur Objectifs Spécifiques au Moyen-Orient » piloté par l'Université de Chypre en partenariat avec l'Université Libanaise, l'Université de Mansoura et l'Université Islamique du Liban a été lancé.

Pour élargir son action, le collège va lancer plusieurs nouveaux projets : la création d'un prix annuel de la meilleure thèse ; le lancement d'une revue en ligne « Synergie-Moyen-Orient » et la constitution d'un annuaire de doctorants et d'enseignants chercheurs.

Le soutien aux équipes de recherche

Afin de stimuler la recherche au sein des universités du Sud et d'encourager les équipes de chercheurs à poursuivre des recherches scientifiques favorisant le développement, l'AUF soutient des projets de coopération scientifique inter-universitaire (PCSI). Ces projets de recherche ou de formation sont menés par trois universités de pays différents dont au moins une du Sud. Ils rassemblent et mettent en synergie des institutions du Nord et du Sud

autour d'une problématique commune. L'Agence accorde aux équipes de chercheurs retenues suite par appel d'offres un financement sur deux ans.

99 projets de recherche bénéficient actuellement de l'appui par l'Agence universitaire. Ils regroupent plus de 300 institutions d'enseignement supérieur et de recherche issues des neuf régions d'implantation de l'AUF.

Grandes initiatives de recherche, d'animation et de formation (GIRAF) dans les Amériques

Les grandes initiatives de recherche, d'animation et de formation (GIRAF) sont un nouveau projet initié par le Bureau des Amériques ; il vise la constitution d'importantes équipes de recherche réunissant plus d'une dizaine de professeurs-chercheurs issus d'institutions du Nord et du Sud, membres de l'AUF. La constitution de ces grandes équipes doit conduire au développement de projets de recherche ambitieux, susceptibles de mener à une percée dans les connaissances parmi l'un des grands champs thématiques prioritaires par la programmation quadriennale de l'AUF : langue française, diversité culturelle et linguistique ; Etat de droit, démocratie et société ; environnement, eau, énergie et climat ; développement durable et bien-être des populations ; lutte contre la pauvreté et innovation en santé publique.

Un projet porté par l'Université d'Ottawa (Canada) « Les Nouvelles figures de l'État de droit, légitimation du pouvoir et du droit par le dialogue des cultures juridiques » a été financé en 2011. Il rassemble les institutions suivantes : University of Queensland (Australie) ; Université Montesquieu Bordeaux IV (France) ; Université de la Réunion (France) ; Université Paris 1 (France) ; Université Babes-Bolyai, Cluj-Napoca (Roumanie) ; Université d'Ain Shams (Egypte) et l'AHJUCAF (Cours judiciaires suprêmes francophones).

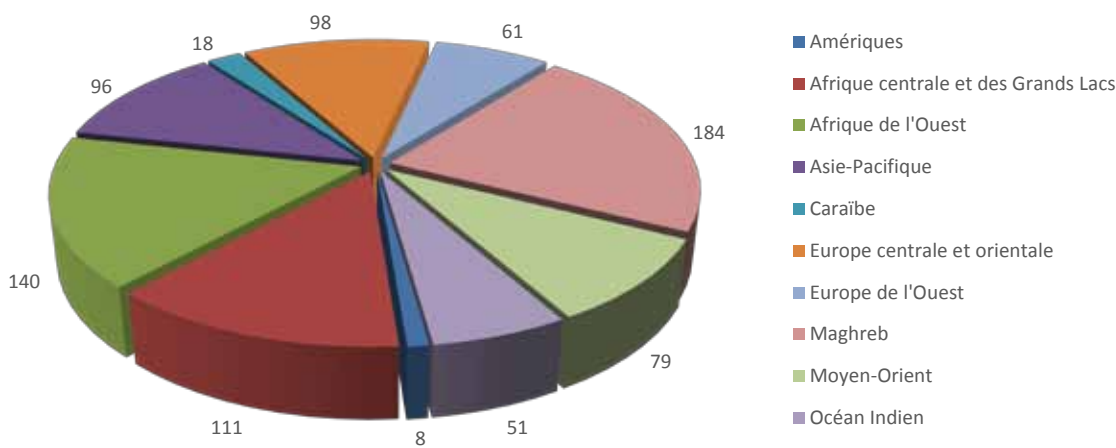
La mise en œuvre d'un dispositif de mobilité

Le dispositif de mobilité de l'AUF accompagne sa politique d'appui à la recherche via l'attribution de bourses de doctorat et de bourses de perfectionnement à la recherche. Les doctorants sélectionnés bénéficient du soutien financier de l'AUF pendant toute la durée de leur thèse avec la réalisation d'une mobilité régionale ou internationale.

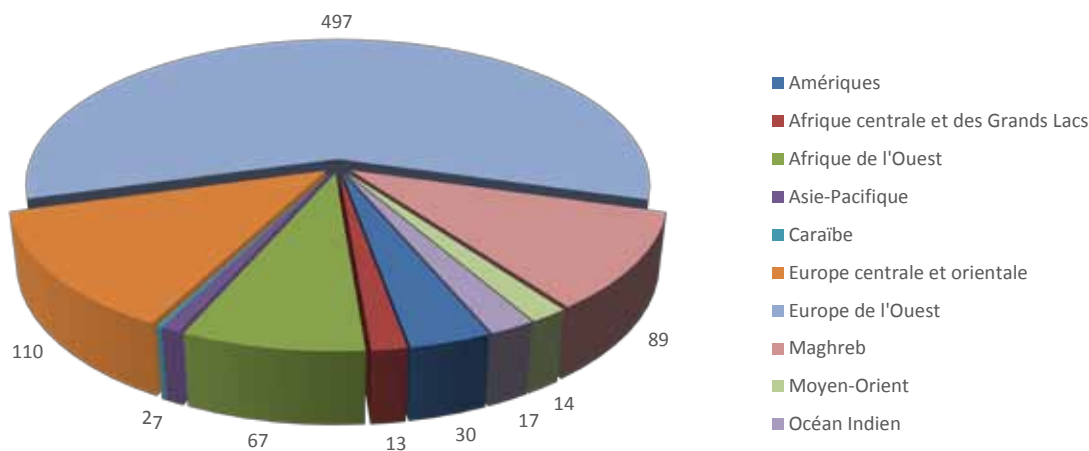
Les bourses de l'AUF sont attribuées sur appels d'offres selon des critères de qualité scientifique et d'impact sur le renforcement des capacités de recherche au Sud.

En 2011, **846⁶ bourses de doctorat** ont été attribuées.

Nombre de bourses de doctorat attribuées en 2011 :
 • par région d'origine



• par région d'accueil



(6) Total des bourses de doctorat attribuées pour les années universitaire 2010-2011 et 2011-2012

Les bourses Eugen Ionescu

L'Agence universitaire coordonne la gestion du programme « Eugen Ionescu » financé par le gouvernement roumain depuis 2008. Le but de ce programme est de permettre aux chercheurs et aux doctorants des pays membres et observateurs de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et de l'Algérie, issus des établissements supérieurs membres de l'AUF, de bénéficier d'une formation d'une durée minimale de 3 mois dans les institutions d'enseignement supérieur roumaines.

En 2010-2011, 57 doctorants et 25 post-doctorants ont réalisé une mobilité dans le cadre de ce programme. 48 bourses de recherche doctorale et 19 bourses de post-doctorat ont été attribuées pour l'année universitaire 2011-2012.

La promotion de l'excellence scientifique

L'Agence universitaire attribue tous les deux ans des prix scientifiques mettant en valeur l'excellence scientifique : les prix de la Francophonie pour jeunes chercheurs. Les prix de la Francophonie pour jeunes chercheurs sont décernés à des lauréats ayant acquis une reconnaissance scientifique ou ayant réalisé une percée signifi-

cative internationale, en particulier dans le cadre de la Francophonie. Ils concernent la « science et médecine » et les « sciences humaines et sociales ».

Le prix El Fasi, quant à lui, est remis tous les quatre ans à deux personnalités scientifiques très éminentes.

Prix de la Francophonie pour jeunes chercheurs 2011

La 5^e édition de remise du Prix de la Francophonie pour Jeunes chercheurs de l'AUF s'est déroulée lors de la cérémonie de clôture des festivités du 50^e anniversaire de l'Agence, le 1^{er} décembre 2011 à la Cité Internationale Universitaire de Paris (CIUP). Les récipiendaires lauréats de cette 5^e édition de ce Prix sont :

- Mention « sciences humaines et sociales » : Monsieur David Doloreux : Professeur titulaire à l'Ecole de gestion de l'Université d'Ottawa (Canada) et détenteur de la chaire de recherche en entrepreneuriat, innovation et développement régional.
- Mention « sciences et médecine » : Madame Rania BouKheir : Professeure à l'Université Libanaise (Liban) dans le domaine de la télédétection et des sciences environnementales.
- Monsieur Oualid Hamdaoui : Professeur au département de Génie des Procédés à l'Université Badji Mokhtar (Algérie).

Chacun des récipiendaires a reçu un prix d'un montant de 9 000 euros.



Prix de la Francophonie pour jeunes chercheurs, CIUP, Paris, décembre 2011. M. Oualid Hamdaoui, M^{me} Rania BouKheir et M. David Doloreux

La promotion de l'excellence scientifique sur la scène internationale

L'Agence universitaire apporte son appui à des manifestations scientifiques internationales : colloques, congrès, rencontres. Il s'agit de promouvoir la science en français et d'apporter un soutien aux réseaux universitaires et scientifiques qui démultiplient la coopération francophone, contribuent à son rayonnement international et renforcent la solidarité et le partage des savoirs entre les établissements universitaires.

L'AUF assure prioritairement la participation d'experts universitaires du Sud et de l'Est, l'édition et la diffusion des actes en français, la promotion de la langue française dans des manifestations multilingues (traduction, interprétariat, etc.).

176 manifestations scientifiques organisées dans les régions d'implantation de l'Agence ont ainsi reçu l'appui de l'AUF en 2011.

Nombre de manifestations scientifiques soutenues en 2011 par région

Amériques	20
Afrique centrale et des Grands Lacs	14
Afrique de l'Ouest	9
Asie-Pacifique	7
Europe centrale et orientale	20
Europe de l'Ouest et Maghreb	51
Moyen-Orient	23
Océan Indien	32

Congrès scientifique de psychologie dans la Caraïbe

Le 30 juin 2011, l'Association haïtienne de Psychologie (AHPsy) a ouvert son premier congrès scientifique de psychologie sous le thème « La Santé Mentale en Haïti après le 12 janvier : Traumatismes, Approches et Traitements ».

Cette nouvelle association de psychologues haïtiens se propose « d'ouvrir le débat et la réflexion sur les traumatismes engendrés par le séisme du 12 janvier 2010, dans le souci de pouvoir contribuer à une meilleure prise en charge psychosociologique des Haïtiennes et des Haïtiens.

Ce congrès avait pour objectifs de « réunir les différents professionnels de la santé mentale (psychologues, psychiatres, travailleurs sociaux, médecins, infirmières, guérisseurs, etc.) pour échanges et discussions » ; de « constituer une véritable plate-forme de discussion pour la santé mentale en Haïti par la mise en place d'un réseau de professionnels et d'institutions concernés » et de « mettre à la disposition de la société haïtienne des informations et communications scientifiques sur les psycho traumatismes liés aux catastrophes naturelles ».

Pendant trois jours, des conférenciers venus de France, de Suisse, du Canada-Québec et des États-Unis ont débattu avec leurs collègues haïtiens des thèmes suivants : « le psychologue dans l'Haïti d'Aujourd'hui », « Multidisciplinarité dans les appuis psychosociaux en Haïti », « Approches familiales, communautaires et collectives de prise en charge des traumatismes », « Référents culturels et mécanismes de résilience en Haïti » et « Expressions, verbalisations et communications comme thérapies ».

Partenaire du Congrès, l'AUF a encouragé ses organisateurs à publier les actes scientifiques de cette rencontre.

Le partage et la valorisation de l'information scientifique

L'Agence a engagé depuis de nombreuses années une politique de diffusion et de valorisation de l'information scientifique et technique permettant le partage des connaissances. À travers une palette d'actions, elle favorise l'accès à l'information scientifique et valorise la culture scientifique francophone.

L'AUF publie annuellement une collection

d'ouvrages scientifiques de langue française. Ces ouvrages sont coédités avec des éditeurs francophones et largement diffusés dans les pays du Sud grâce à une politique tarifaire adaptée. La collection se décline en différentes séries. En 2011, l'AUF a coédité 15 ouvrages scientifiques francophones associant 331 auteurs.



Le partage des ressources passe également par le soutien à la diffusion de trois revues scientifiques coéditées avec John Libbey Eurotext : « Les Cahiers d'études et de recherche francophone » sur les thèmes de la santé, de l'agriculture, et de

la sécheresse. Editées sous format papier bimestriellement, ces revues sont également consultables en texte intégral sur internet (excepté les numéros de l'année en cours).

La revue bimestrielle *Cahiers Agricultures*, coéditée par l'AUF et John Libbey Eurotext (JLE), est maintenant en accès libre (Open access)



cahiersagricultures.fr

Désormais, tous les articles de cette source d'information de qualité sont accessibles directement, sans aucun frais. Cette libération de l'accès a été rendue possible grâce à l'appui des institutions qui soutiennent financièrement la revue, notamment l'Agence universitaire de la Francophonie.

« Ce soutien financier des institutions permet ainsi aux auteurs qui souhaitent publier dans la revue, en français, ou éventuellement dans une autre langue, de soumettre gratuitement leurs manuscrits, de les faire évaluer par des experts indépendants et de les faire paraître si leur contenu est reconnu original et scientifiquement fondé ». C'est ce que soutiennent Jean-Pascal Pichot, Didier Picard, respectivement rédacteur en chef et rédacteur en chef délégué de la revue dans l'éditorial du dernier numéro (Volume 21, Numéro 1, Janvier-Février 2012).

Les partenaires de l'AUF sont : le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'Institut national de recherche agronomique (INRA), l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et Gembloux Agro-Bio Tech (Université de Liège, Belgique).

Pour rendre l'information scientifique et technique accessible à tous, les campus numériques sont abonnés au service en ligne de l'Institut de l'information scientifique et technique (INIST, France)⁷ permettant l'accès aux résultats issus des différents champs de la recherche mondiale. Les étudiants, enseignants et chercheurs peuvent également accéder aux ressources proposées par Cairn.info⁸ qui offre des ressources documentaires de langue française dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Ces offres sont complétées depuis 2010 par des accès à deux bibliothèques numériques : L'Harmateque⁹ et Scholarvox AUF créée par Cyberlibris. Plus de 25 000 ouvrages sont ainsi accessibles sans restriction aux étudiants, enseignants et chercheurs du Sud.



auf.scholarvox.com

Le partage des ressources avec la communauté scientifique est également assuré par le nouveau portail « Savoirs en partage ». Ce portail propose l'accès à un répertoire d'enseignants, chercheurs et doctorants de plus de 7000 inscrits. Il comporte une base de ressources scientifiques en français : articles, cours, mémoires, projets de recherche doctorale ainsi qu'une bibliothèque des savoirs en partage (194 titres édités). Il fournit enfin un agenda scientifique, ainsi qu'une sithèque (sites créés en partenariat avec l'AUF et les institutions membres, cours et revues en ligne, fonds patrimoniaux, etc.).

(7) inist.fr

(8) cairn.info

(9) harmatheque.com

Savoirs en partage

savoirenpartage.auf.org

Depuis sa création en 2010, le portail Savoirs en partage a reçu près de 58 000 visites. En 2011, 7 000 enseignants, chercheurs et doctorants sont inscrits au Répertoire ; la base de ressources scientifiques propose 6 800 ressources ; 194 ouvrages coédités par l'AUF et numérisés sont consultables gratuitement en texte intégral, via la bibliothèque des savoirs en partage, et 101 sites sont référencés dans la sitotheque.

➤ Déployer le numérique

Le réseau des Campus numériques francophones^{MD}

« Comment donner accès au plus grand nombre au savoir, aux documents scientifiques et techniques, aux formations mais aussi comment permettre aux étudiants et aux enseignants chercheurs isolés d'échanger et d'entreprendre des projets communs. Les Campus numériques francophones^{MD} (CNF) ont été créés pour répondre à ces besoins. Implantés dans 40 pays sur les cinq continents, les CNF relient quotidiennement étudiants, enseignants et chercheurs. Ils représentent un accélérateur de projet pour tous.

Pour les étudiants d'abord, qui ont ainsi accès aux formations à distance et aux diplômes, qu'ils soient délivrés par des universités du

Nord comme du Sud. Pour les chercheurs, professeurs et tuteurs qui trouvent non seulement des moyens mais aussi un soutien et un appui pour structurer leurs actions quotidiennes et leur future formation. Auprès de tous les universitaires, enfin, puisque les CNF sont des lieux privilégiés pour accéder à l'information scientifique et technique mais aussi pour les produire et les partager.

Par leur accessibilité, par leur internationalité, les CNF constituent la base de la construction et de la consolidation de l'espace scientifique francophone ». Extrait du film « Les campus numériques francophones » - AUF – 2011.



Dès 1991, l'AUF a déployé un dispositif d'appui à ses institutions membres et à l'enseignement supérieur fondé sur les technologies de l'information et de la communication. Ce dispositif est constitué aujourd'hui de **44 Campus numériques francophones^{MD}** proposant :

- l'accès aux savoirs et aux compétences (internet, information scientifique et technique, diplômes par les formations ouvertes et à distance) ;
- la production de savoirs et de compétences (revues électroniques, montage de

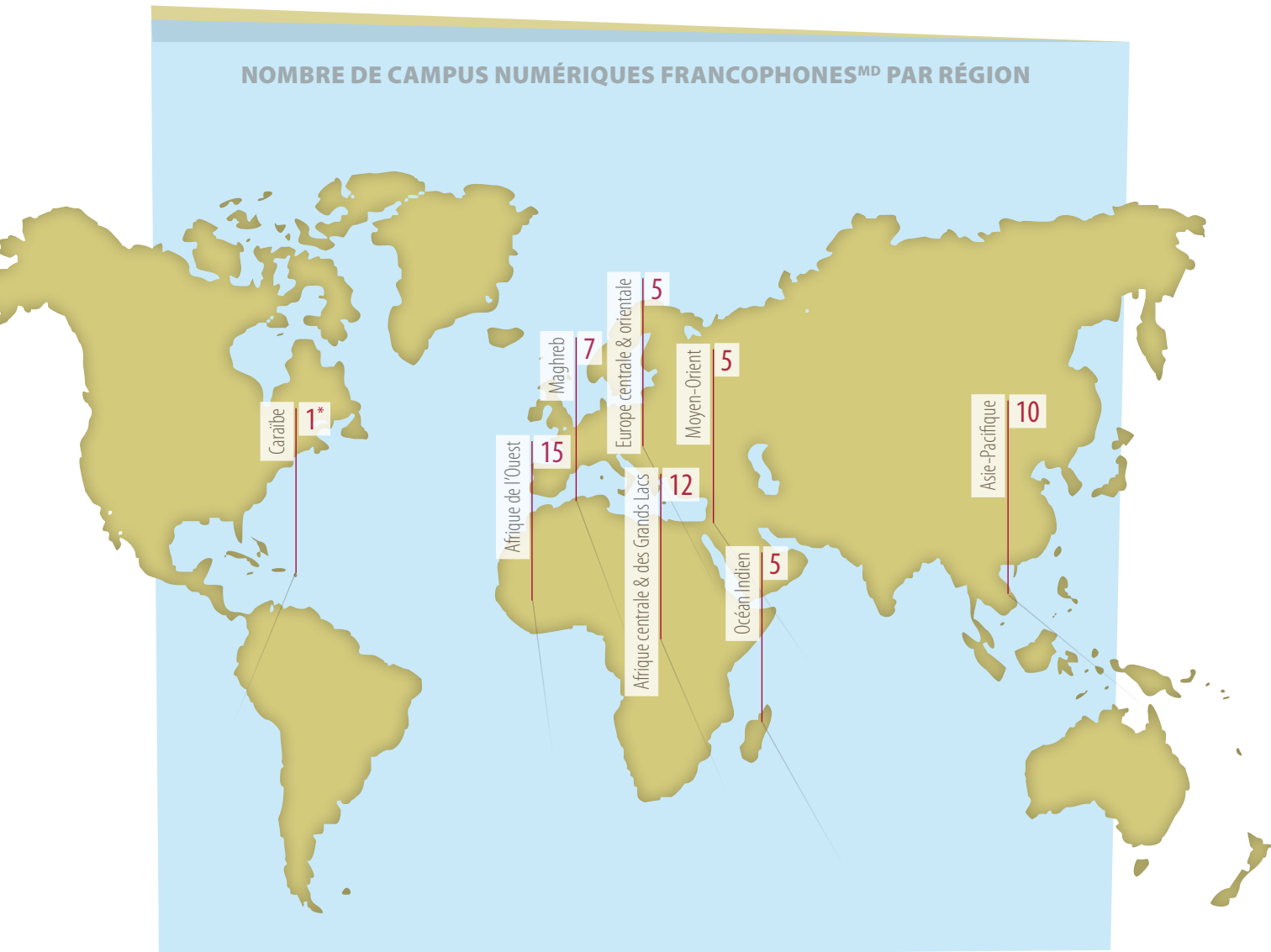
formations ouvertes et à distance dans les établissements-membres du Sud) ;

- la formation aux savoirs et aux compétences (formations de formateurs, formations permanentes, ingénierie pédagogique, débats scientifiques par visioconférences).

Le réseau des Campus numériques francophones^{MD} a fêté les vingt ans de son existence lors d'un séminaire qui a réuni tous ses responsables en décembre 2011.

Parallèlement et pour répondre aux projets des établissements universitaires, les campus accompagnent la création et la labellisation de campus partenaires gérés par les universités ; ils permettent l'appropriation des technologies de l'information et de la communication pour répondre aux besoins de l'université.

Le réseau des CNF partenaires compte aujourd'hui seize campus. Sept ont été ouverts en 2011 à Ziguinchor (Sénégal), à Port-Vila (Vanuatu), à Alger (Algérie), à Gafsa (Tunisie), à Kunming (Chine), à Vientiane (Laos) et à Djibouti.



(*) Six espaces numériques ont été ouvert à Haïti dans le cadre du projet PENDHA (Plan d'enseignement numérique à distance en Haïti) ; six autres seront ouvert en 2012.

Premier campus numérique francophone partenaire en Chine

L'Université de médecine de Kunming¹⁰ a accueilli en 2011 le premier campus numérique francophone partenaire de l'AUF en Chine. Cette structure permet aux étudiants et professeurs francophones de cette université d'accéder à de la documentation en ligne, de commander des articles et des thèses et de suivre des formations à distance, notamment pour un renforcement de leur connaissance du français.

En 2011, l'Agence a lancé une démarche-qualité touchant l'ensemble des Campus numériques francophones^{MD}. Cette démarche vise l'amélioration de la qualité des services rendus, des bonnes pratiques et des processus.

LES CNF en 2011

2 340 ordinateurs mis à la disposition des étudiants, enseignants et chercheurs ; plus de 664 760 visites ; 27 300 documents primaires (articles et thèses) diffusés auprès du public universitaire.



Campus numérique francophone^{MD} de Dakar, Sénégal

Des formations aux technologies de l'information et de la communication

L'AUF, en partenariat avec ses institutions membres, propose des formations aux technologies de l'information et de la communication. Ces ateliers nommés « Transfer » aident au déploiement, dans les pays francophones du Sud et de l'Est,

de la maîtrise des technologies de l'information et de la communication dans le milieu universitaire. Organisés au sein de ses Campus numériques francophones^{MD}, ces ateliers s'adressent en priorité au personnel d'encadrement des établissements

(10) Depuis la réforme universitaire en 1996, l'Université de Kunming recrute chaque année 20 étudiants qui apprennent la langue française pendant les 5 ans de cursus universitaire. Plus de 1 000 étudiants francophones ont été formés depuis 1979. L'Université a établi les partenariats avec nombreuses universités françaises : Université Claude Bernard Lyon I, Université Bordeaux II, Université Paris Diderot VII, Université de Paris XII, Université Louis Pasteur de Strasbourg.

(enseignants, chercheurs, personnels administratifs et techniques) ; Ils leur permettent de renforcer ou d'acquérir des compétences dans le domaine des TIC (systèmes et réseaux ; production et la recherche de contenus ; technologies éducatives). Ces ateliers de formation sont organisés tout au long de l'année à la demande des établissements membres de

l'Agence universitaire de la Francophonie dans les différents pays du Sud et de l'Est. Des formations d'initiation à internet ou à la bureautique sont également proposées au sein de l'ensemble des CNF.

En 2011, plus de **750 ateliers de formations aux TIC** ont été organisées ; ils ont accueilli plus de **29 200 participants**.



Atelier de formation à la recherche documentaire en milieu universitaire en Afrique de l'Ouest

Du 21 au 25 novembre 2011, le campus partenaire de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal), en relation avec le Campus numérique francophone^{MD} de Dakar (Sénégal), a organisé un atelier de formation sur « la recherche documentaire et l'usage des outils du web 2.0 ». Cette formation répondait au désir de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal) et de l'Université de Gambie de renforcer les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans leurs bibliothèques universitaires. Une vingtaine de professionnels (archivistes, bibliothécaires, documentalistes) ont pu se familiariser aux nouveaux outils de recherche documentaire issus du web 2.0 – outils de recherche avancée sur Internet, veille documentaire, blogs, wiki et fils RSS.

Des professionnels du monde agricole et rural formés au Web en Afrique centrale et des Grands Lacs

Le Campus numérique francophone^{MD} de Yaoundé 1 (Cameroun) a accueilli 28 professionnels en août 2011 dans le cadre d'une formation au web. L'objectif était de les familiariser avec des applications internet simples, basées sur des logiciels libres, facilitant l'accès à l'information, la collaboration à distance et le partage des publications.

Cette formation s'inscrivait dans les actions menées par le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)¹¹ pour soutenir les organisations des pays ACP, afin qu'elles puissent mieux accéder à l'information, mieux la partager et entretenir des réseaux de manière plus efficiente. Une formation similaire a été organisée en octobre 2011 dans l'enceinte de l'Université de Buea (Cameroun).

Formation à la recherche documentaire au Campus numérique francophone^{MD} de Tirana (Albanie)

Le département de français de l'Université de Tirana a organisé en collaboration avec le CNF de Tirana une formation destinée aux étudiants de master de français langue étrangère sur la recherche documentaire de l'information scientifique et technique. Une vingtaine d'étudiants ont été formés. Présentation leur a été faite des différentes ressources en accès libres, des différentes revues, des archives ouvertes et des bibliothèques numériques accessibles depuis l'ensemble des CNF.

L'aide à la création de formations ouvertes et à distance

L'Agence universitaire de la Francophonie aide les enseignants et les établissements d'enseignement supérieur des pays francophones du Sud à créer des dispositifs de formation ouverte et à distance (FOAD) ; elle propose une démarche de développement de projet et un accompagnement jusqu'à l'installation officielle de la formation.

En 2010, l'AUF a lancé son deuxième appel à projets concernant l'aide à la création de formations ouvertes et à distance (FOAD) de niveau licence et master dans l'ensemble de ses régions d'implantation.

Douze projets ont été retenus en Afrique centrale et des Grands Lacs (2), en Afrique de l'Ouest (5), dans la Caraïbe (1), au Maghreb (1), au Moyen-Orient (2) et dans l'Océan Indien (1).

Les formations sont en cours de développement. Elles devraient être proposées à la rentrée universitaire 2012-2013 et porter ainsi le nombre de FOAD proposées par l'AUF à 90 dont 50 conçues par des universités du Sud. Une seule formation de ce type était offerte en 2005-2006.

(11) Le CTA a pour mandat de faciliter l'accès et la diffusion de l'information dans les domaines de l'Agriculture et du développement rural dans 78 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), incluant le Cameroun

La certification au tutorat à distance

certificationtutorat.refer.org

Les organismes offrant des formations ouvertes et à distance (FOAD) souhaitent s'assurer des compétences techniques et pédagogiques des encadrants qu'ils emploient. Cette volonté s'inscrit dans une démarche-qualité visant l'amélioration de l'offre en matière de formation à distance et sa reconnaissance nationale et internationale à l'égal de la formation présentielle. Afin d'accompagner cette démarche, l'AUF propose une certification destinée

aux tuteurs et futurs tuteurs, acteur majeur de l'accompagnement pédagogique. La certification « Tutorat » est codélivrée par l'AUF et l'établissement d'accueil de la FOAD dans laquelle le candidat exerce ou exercera un tutorat. Elle se compose d'une épreuve théorique et d'une épreuve pratique. Le réseau des CNF est à la disposition des candidats pour le passage de l'épreuve théorique.

Organisation d'une session d'examen à la certification au tutorat à distance

En mars 2011, l'AUF a organisé une session d'examen à la certification au tutorat à distance pour une quarantaine d'enseignants impliqués dans les formations à distance. Elle a été réalisée via internet à partir d'un dispositif collaboratif de conception et de délivrance d'examen en ligne mis en place par une équipe internationale composée de chercheurs et de technologues d'origine algérienne, bulgare, égyptienne, française, malgache, tunisienne, marocaine et sénégalaise. L'examen a été réalisé simultanément dans 11 pays avec le concours des Campus numériques francophones^{MD} implantés à Abidjan, à Alexandrie, à Dakar, à Lomé, à Nouakchott, à Oran, à Ouagadougou, à Rabat, à Saint-Louis, à Tananarive, à Tunis et à Yaoundé. Les candidats seront ensuite évalués dans l'exercice de leur fonction de tuteur en situation réelle de soutien d'étudiants à distance. Les enseignants-tuteurs recevront, après leur réussite aux examens, une certification codélivrée par l'AUF et l'établissement accueillant la formation à distance dans laquelle ils exercent.

➤ Améliorer la gouvernance

Outre ses actions pour renforcer la formation et la recherche francophone, l'AUF accompagne les réformes institutionnelles de ses membres pour moderniser leurs structures et favoriser leur développement. Depuis 2004, l'AUF a engagé des actions de coopération au profit des universités du Sud en matière de gouvernance universitaire. Elle a organisé ou apporté son expertise à des conférences internationales et des séminaires de formation ouverts aux recteurs et présidents d'université, contribuant ainsi aux réformes de l'enseignement supérieur.

En 2010 et afin de contribuer à améliorer la gouvernance universitaire, l'AUF, en partenariat avec l'Association des universités du Commonwealth, et avec l'appui du Ministère de l'enseignement supérieur du Cameroun a créé un institut consacré à la gouvernance : l'**Institut Panafricain de Gouvernance Universitaire (IPAGU)**. Basé à l'Université de Yaoundé 2, (Cameroun), il a pour vocation d'accompagner la modernisation de la gouvernance de l'enseignement supérieur en Afrique grâce à la mise en place d'expertises, de modules de formation, de séminaires et d'ateliers et surtout d'outils spécifiques de gestion, d'analyse et d'évaluation. Il étend ses actions sur l'en-

semble de la gouvernance (académique, administrative, financière, sociale, numérique et de la recherche) et amorce une fonction d'observatoire de l'enseignement supérieur en Afrique.



Pan-African Institute of University Governance
Institut Panafricain de Gouvernance Universitaire

ipagu.org

En 2011, l'IPAGU a mené diverses actions en faveur de la gouvernance :

□ **Rédaction de livrets sur la gouvernance**

L'IPAGU s'est engagé dans la publication de livrets consacrés à la gouvernance des établissements et destinés aux responsables des établissements d'enseignement supérieur.

□ **Edition du catalogue de formations**

L'offre de formations de l'IPAGU est à présent disponible en ligne. Les formations couvrent l'ensemble des aspects liés à la gouvernance de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (administration, finances, ressources humaines, pédagogie, ingénierie de la formation, connaissance du secteur, diagnostics et analyse des politiques, appui à l'appropriation des outils d'aide à la gestion, TIC, appuis aux membres des instances de décision, etc.) ; elles sont destinées aux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche : politiques et hauts cadres dirigeants, personnels administratifs et partenaires sociaux.

□ **Organisation d'une formation au pilotage d'une institution d'enseignement supérieur**

L'institut a organisé à Paris en novembre 2011 une formation destinée à des hauts cadres dirigeants de l'enseignement supérieur du Mali. Les 20 participants ont abordé pendant cinq jours différents volets de la gouvernance : institutionnelle, sociale, budgétaire ainsi que la gouvernance de la formation, de la recherche, l'évaluation et la gouvernance par les technologies de l'information et de la communication. L'organisation de cette formation faisait partie des principales recommandations adoptées par le gouvernement malien à la suite de l'évaluation de la gouvernance de l'enseignement supérieur dans ce pays.

□ **Organisation d'un atelier sur « Les réformes des politiques de pilotage et de gouvernance dans la gestion de l'enseignement supérieur »**

Les 6 et 7 octobre 2011, l'Institut International pour la planification de l'Education (IIEP) en partenariat avec l'Institut panafricain de gouvernance universitaire (IPAGU), a organisé à l'Université de Yaoundé 2 (Cameroun) un atelier de recherche sur « Les réformes des politiques de pilotage et de gouvernance dans la gestion de l'enseignement supérieur ». Cet atelier entendait réunir des experts venant des universités du Burkina-Faso, du Cameroun, du Maroc, du Sénégal, ainsi que ceux de l'IIEP et de l'IPAGU. Cet atelier était le premier d'une série de rencontres destinées à la production d'une étude sur la gouvernance des universités africaines, rapport qui sera édité par l'IIEP.

Une conférence sur « La gouvernance des universités au service de leurs missions », Antananarivo, Madagascar

Organisée par la Conférence des recteurs des universités francophones d'Afrique et de l'Océan Indien (CRU-FAOCI) et l'AUF, en association avec la Conférence des recteurs des universités et des responsables des organismes de recherche d'Afrique centrale (CRUROR/AC), la Conférence des recteurs des universités des États membres de la Communauté économique des pays des Grands Lacs et la Conférence régionale des chefs d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche de l'Océan Indien (CRESUROI), la conférence « La gouvernance des universités au service de leurs missions » s'est tenue les 9 et 10 novembre 2011 à l'Université d'Antananarivo, Madagascar.

Elle a réuni plus de 60 responsables d'institutions d'enseignement supérieur, membres de l'AUF, provenant de 16 pays d'Afrique centrale, d'Afrique de l'Ouest et de l'Océan Indien. Étaient également présents les représentants d'organismes institutionnels, politiques et économiques régionaux qui ont l'enseignement supérieur dans leur champ de compétence, notamment l'Institut Panafricain de Gouvernance Universitaire (IPAGU), le Service de Coopération et d'Action culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France à Antananarivo, la Commission de l'Océan Indien (COI), et la Commission de la Communauté économique et monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC).

La conférence avait pour but d'identifier les problèmes et obstacles et de mettre en place des actions concrètes pour améliorer l'ensemble des pratiques de gouvernance des établissements. On lira les résultats des travaux de la conférence dans le rapport final en cours de rédaction.

➤ Favoriser l'insertion professionnelle

Face au problème récurrent de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, l'Agence universitaire s'attache à mettre en place des outils favorisant l'insertion professionnelle.

La mise en œuvre de mobilités au service de l'insertion professionnelle

□ Des bourses de stage professionnel

L'Agence attribue annuellement des bourses de stage professionnel aux étudiants en fin d'études et inscrits dans ses universités membres. Ces aides leur permettent de découvrir le monde du travail

et d'acquérir des compétences facilitant la recherche d'emploi à l'issue de leur cursus universitaire.

En 2010-2011, l'AUF a attribué plus de **470 bourses de stage professionnel**.

Un accès au plus grand nombre en Europe centrale et orientale

Réservées jusqu'à présent aux étudiants des filières francophones bénéficiant d'un soutien ciblé de la part de l'Agence, les bourses de stage professionnel ont été ouvertes à partir de 2011 à toutes les formations francophones de la région. Un total de 54 bourses a été attribué à des étudiants en provenance de 5 pays - 2 en Albanie, 8 en Bulgarie, 3 en Géorgie, 31 en Moldavie et 10 en Roumanie.

□ Le programme « Volontariat international de la Francophonie » (VIF)

En 2011, l'Agence a poursuivi sa collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dans le cadre du programme « Volontariat internatio-

nal de la Francophonie ». Expérimenté avec succès dans la période 2007-2009, ce programme est reconduit jusqu'en 2013. Une cinquantaine de volontaires sont sé-

lectionnés chaque année. Les candidats retenus s'engagent à mettre leurs compétences à disposition d'une action francophone pendant un an. Ils acquièrent ainsi une expérience de mobilité internationale au sein de l'espace francophone qui enrichit leur parcours professionnel. Pour la période 2011-2012, 27 volontaires réalisent leur volontariat dans le cadre de projets menés par, ou en parte-

nariat avec l'AUF : Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) ; Plan d'enseignement numérique à distance à Haïti (Pendha) ; Institut Panafricain de Gouvernance Universitaire (IPAGU) ; Institut de la Francophonie pour la Médecine Tropicale (IFMT) ; Campus numériques francophones^{MD} ; filières universitaires francophones.

Lancement d'un projet Tempus pour l'orientation et l'insertion professionnelle dans les universités du Liban, d'Égypte et de la Syrie (OIPULES)

Le projet TEMPUS OIPULES a été déposé en février 2011 par l'Université de Poitiers, coordonnatrice du projet, en partenariat avec le Bureau Moyen-Orient et 11 établissements. Il a été retenu par la Commission européenne avec un financement de 1 205 735 euros sur trois ans. Le lancement officiel du projet s'est déroulé le 23 novembre 2011 à Beyrouth, à l'occasion de la 5^e rencontre de la Conférence des Recteurs de la Région du Moyen-Orient¹² (CONFREMO).

Dans le cadre de la première action prévue par le projet, les équipes pilotes de chaque établissement partenaire au Moyen-Orient ont effectué un stage en Europe en janvier 2012, dans les universités partenaires du projet. Cette formation leur a donné les bases à la prochaine action, étalée sur quatre mois : le recensement des métiers locaux, travail de terrain permettant de lister les métiers existants sur le marché du



travail par pays (Égypte, Liban, Syrie) et de rédiger des fiches métiers.

Un représentant de chaque université européenne se rendra ensuite dans un des pays tiers afin de les aider dans l'action de recensement d'emplois qui aboutira au classement des métiers locaux en grands secteurs d'activité, à l'établissement d'une liste d'entreprises concernées, et à la recherche des statistiques d'insertion. Une réunion d'harmonisation se tiendra au Liban en septembre 2012 afin de faire le point sur l'avancement dans chaque pays.

Etablissements partenaires du projet

Au Moyen-Orient

- Égypte : Université d'Alexandrie, Université Française d'Égypte, Le Caire ; Université du Caire.
- Liban : Université Libanaise, Beyrouth ; Université de Balamand, Université Saint Esprit de Kaslik, Jou-nieh ; Université Saint Joseph, Beyrouth ; Université La Sagesse, Beyrouth ; Ecole Supérieure des Affaires, Beyrouth.
- Syrie : Université de Damas, Université d'Alep.

En Europe

Université de Poitiers (France), l'ONISEP (France), Université de Coimbra (Portugal), Université de Iasi (Roumanie).

(12) La Conférence des Recteurs et Présidents de la Région du Moyen-Orient (CONFREMO) a été créée le 19 juillet 2007 à Alep en Syrie sous l'égide de l'AUF. Elle rassemble 43 recteurs, présidents d'universités et directeurs des institutions universitaires du Moyen-Orient, répartis dans douze pays de la région et membres de l'Agence universitaire de la Francophonie.

L'organisation de colloques sur le thème de l'insertion professionnelle

Dans le cadre de son 50^e anniversaire, l'Agence a réuni à Bruxelles (Belgique) en novembre 2011 des entrepreneurs, des chercheurs universitaires et des représentants des pouvoirs publics, dans le cadre d'un colloque « Universités, entreprises et innovations ». Cette manifestation a été l'occasion de partager les meilleures pratiques des universités du Nord et du Sud dans le transfert de l'innovation grâce aux partenariats universités-entreprises. Par la même, elle a marqué le lancement du réseau des acteurs de l'innovation en Francophonie animé par Wallonie-Bruxelles International (WBI).

La CIRUISEF¹³ (Conférence internationale des responsables des universités et instituts scientifiques d'expression française) a organisé en novembre 2011 un colloque sur le thème « Le partenariat entreprises-universités – la clef de l'innovation et de l'insertion professionnelle des diplômés scientifiques francophones ». Le colloque a réuni 234 participants venus de 24 pays francophones, des petites PME (du Liban, Sénégal, de Cameroun, de France) et des grands groupes industriels (IBM, Total, Areva, Thales, Alcatel, Veolia, etc.).

Un incubateur virtuel de la Francophonie pour l'entrepreneuriat

ivfe.auf.org

L'Agence accompagne les porteurs d'un projet de création d'entreprise issus des pays du Sud grâce à un dispositif numérisé et à distance : l'incubateur Virtuel de la Francophonie pour l'Entrepreneuriat ou IVFE.

L'IVFE est un espace technologique et pédagogique de services en ligne pour la formation, l'accompagnement et les échanges professionnels en entrepreneuriat. Il est développé par l'Institut de la Francophonie pour l'Entrepreneuriat (IFE, Réduit, Maurice) en partenariat avec le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) des Pays de la Loire.

Deux parcours sont proposés : la création d'entreprise et la sensibilisation à la création d'entreprise, sur une durée de huit à dix mois. Ainsi, un porteur de projet de création d'entreprise d'un pays du Sud a sa disposition une solution accessible et flexible pour maîtriser la démarche entre-



preneuriat et avancer dans la concrétisation de son projet.

Depuis la création en 2008, l'IVFE a accompagné 72 porteurs de projets de création d'entreprise. Le nombre d'inscrits est en constante augmentation : 12 la première année ; 24 la deuxième et 36 en 2011. La promotion 2012 est composée de 40 étudiants issus d'Afrique de l'Ouest (22) ; d'Afrique centrale et des grands Lacs (9), de la Caraïbe (5), de l'Océan Indien (3) et d'Asie-Pacifique (1).

(13) La CIRUISEF, Conférence internationale des responsables des universités et instituts scientifiques d'expression française, réunit, depuis 1988, des responsables, Doyens de Facultés, Présidents ou Recteurs d'Universités, dans le domaine scientifique et les pays du monde francophone. Elle constitue l'un des principaux réseaux institutionnels de l'AUF. Elle regroupe, en 2011, 126 doyens de facultés scientifiques et 57 responsables affiliés.

Sensibilisation à l'entrepreneuriat des francophones d'Asie-Pacifique

Un « club entrepreneurial francophone » (CLEF) a été créé de manière expérimentale à Hô Chi Minh-Ville (Vietnam) ; la première promotion de 20 étudiants a fini sa formation en décembre 2011. Le CLEF a pour objectif principal d'apporter en français des connaissances et des compétences liées à l'entrepreneuriat à partir d'un module interactif en ligne « sensibilisation à l'entrepreneuriat », développé par l'Institut de la Francophonie pour l'Entrepreneuriat (IFE) et le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) des Pays de la Loire. Le CLEF offre aussi une approche pratique de l'entreprise : tout au long de la formation, les participants bénéficient d'interventions de professionnels ainsi que de visites d'entreprises. Cette approche permet d'intégrer plus facilement la méthodologie nécessaire à la création et à la gestion d'entreprises.

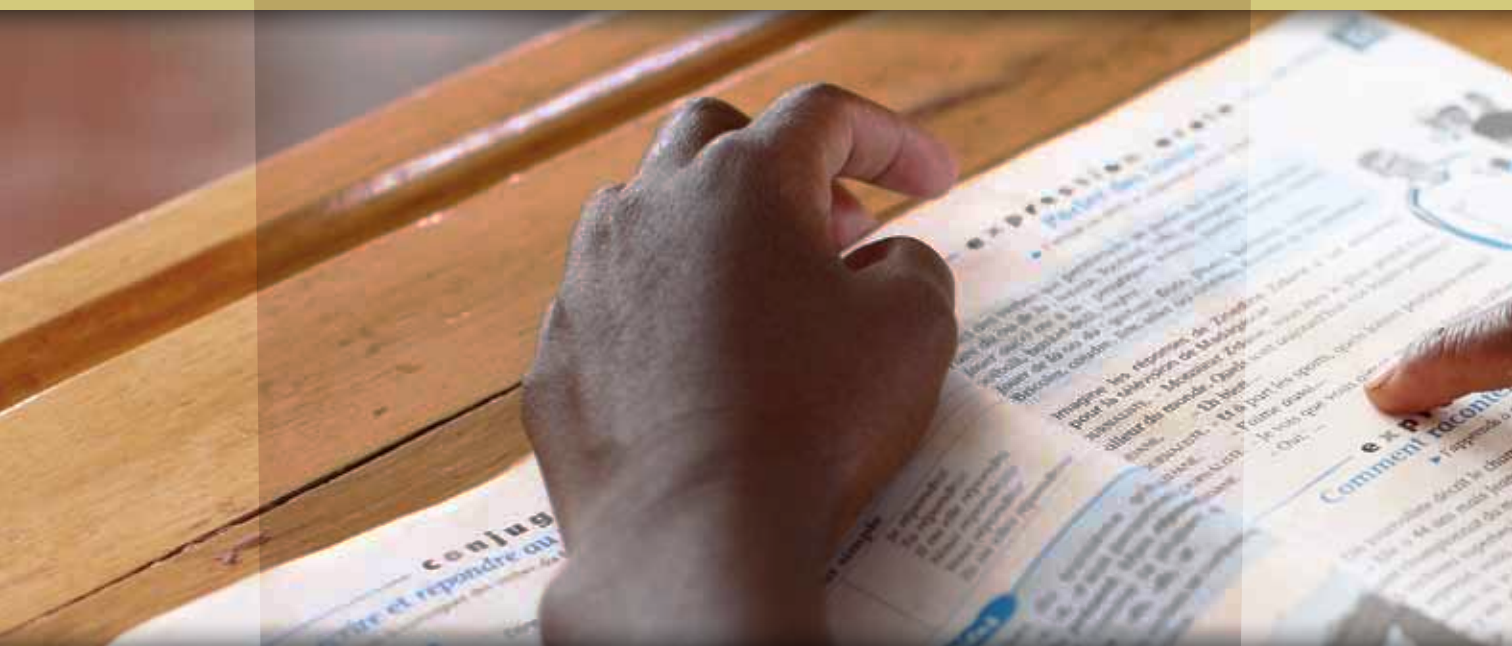


Club entrepreneurial francophone (CLEF), première promotion 2011



Cérémonie de clôture de la première promotion du Club entrepreneurial francophone (CLEF), Hô Chi Minh-Ville, décembre 2011

De **grands projets** en partenariat dans le domaine de **la langue**



➤ IFADEM : Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres

Co pilotée par l'AUF et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) participe aux efforts internationaux en faveur d'une éducation primaire de qualité pour tous. Elle soutient les États dans la définition de stratégies de formation continue des enseignants du primaire afin d'améliorer les compétences des instituteurs dans l'enseignement du et en français. En partena-

riat avec les Ministères de l'Éducation des pays concernés, IFADEM conçoit et organise un dispositif de formation en partie à distance adapté aux besoins de leurs systèmes éducatifs et utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Le Bénin, le Burundi, Haïti et Madagascar étaient les quatre pays concernés par la phase pilote menée entre 2008 et 2010.



L'Initiative a été conduite à son terme au Bénin et au Burundi avec la certification de plus de 1 100 instituteurs.

Favorablement évaluée en 2010, elle a reçu, lors du Sommet de Montreux, le soutien renouvelé des États et gouvernements membres de la Francophonie.

En 2011, l'expérimentation s'est poursuivie en Haïti où plus de 400 instituteurs ont commencé leurs parcours de formation ; à Madagascar la formation des 500 instituteurs de la région d'Ambositra est en cours. Une phase de déploiement a démarré au Bénin pour 4 000 instituteurs dans cinq départements et au Burundi

pour 1 800 instituteurs dans cinq provinces. La République démocratique du Congo a rejoint les quatre pays en signant en juillet 2011 une convention de partenariat prévoyant la formation de 600 instituteurs de la province de Katanga.

Depuis son lancement en 2008, l'Initiative a créé neuf espaces numériques dotés chacun d'une vingtaine d'ordinateurs connectés à internet : six au Burundi ; deux en Haïti et un au Bénin. Huit nouveaux espaces sont en cours d'installation : cinq au Bénin ; deux en République démocratique du Congo et un à Madagascar.

En 2011, l'Initiative a bénéficié de 27 000 ouvrages en dotation pédagogique : dictionnaires, grammaires et livrets de formation pour les instituteurs ; bibliographie pour les concepteurs de livrets de formation, ouvrages pour les bibliothèques installées dans les espaces numériques.

Les partenaires techniques et financiers d'IFADEM, l'Agence française de dévelop-

pement (AFD), le Ministère des Relations internationales du Québec (Canada) et Wallonie Bruxelles international (WBI, Belgique), ont alloué en 2011 un total de 8,5 millions d'euros de financement pour le déploiement béninois et burundais (2011-2013), l'expérimentation au Katanga (2011-2013) et l'aide à la coordination et à l'internationalisation du projet.

L'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) en 2012

- Bénin : déploiement de l'Initiative dans 5 départements ; 4 000 enseignant(e)s et 1 750 élèves instituteurs concernés ; début de la formation en 2012.
- Burundi : déploiement de l'Initiative à 5 provinces ; 1 800 enseignant(e)s et directeurs d'écoles, 750 élèves instituteurs de 5^e et 6^e année du primaire engagés dans la formation en 2010-2011 ; fin de la formation en 2012.
- Haïti : 450 instituteurs en formation dans les départements du Sud et du Sud-Est ; fin de la formation en 2012.
- Madagascar : 500 instituteurs de la région d'Ambositra concernés par IFADEM ; début de la formation en 2012.
- République démocratique du Congo : 600 instituteurs ciblés dans deux provinces éducatives du Kantaga ; début de la formation en 2012. Etude en cours pour une deuxième expérimentation dans la région de Kinshasa.
- Liban et Niger : Signatures des conventions d'expérimentation et lancement de la conception des contenus de formation.



Classe IFADEM, Kayanza, Burundi



➤ L'initiative Elan Afrique : Ecole et langues nationales en Afrique

elan-afrique.org

Le projet « École et langues nationales en Afrique » (ELAN) est une initiative émanant de huit pays d'Afrique subsaharienne francophones (le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Mali, le Niger, le République Démocratique du Congo et le Sénégal) et de quatre institutions, le Ministère des affaires étrangères et européennes français (MAEE), l'Agence Française de Développement (AFD), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Agence universitaire de la Francophonie.

L'objectif du projet est de promouvoir dans les huit pays africains subsahariens concernés l'usage conjoint des langues africaines et de la langue française dans l'enseignement primaire, par une action à deux niveaux :

- L'accompagnement des huit ministères



de l'éducation nationale dans les réformes nécessaires à l'utilisation conjointe des langues africaines et du français dans l'enseignement primaire.

- La création dans la Francophonie d'un dispositif international de capitalisation, d'échange d'expériences, d'expertise, de formation au service de l'enseignement bilingue dans les pays africains.

L'initiative est financée pour une période de trois ans par l'Agence Française de développement (AFD). La cérémonie de lancement de l'initiative s'est déroulée le 24 janvier 2012 à Bamako (Mali).

Annexes



➤ Les instances de l'AUF

En qualité d'association, l'Agence dispose de ses propres instances chargées d'administrer sa gestion et son fonctionnement : assemblée générale ; conseil d'administration ; conseil associatif ; conseil scientifique ; fonds universitaire de coopération et de développement.

L'AUF est présidée par M. Yvon Fontaine, recteur de l'Université de Moncton, Canada Nouveau-Brunswick. Il a été élu lors de l'Assemblée générale de Bordeaux en mai 2009.

Sa direction exécutive est assurée par M. Bernard Cerquiglini élu en septembre 2007 et réélu pour un second mandat en mai 2011.

- **L'assemblée générale**, organe souverain de l'AUF, réunit, tous les quatre ans, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche membres de l'AUF. Elle détermine les orientations générales de l'AUF.

- **Le président**, élu par l'Assemblée générale pour une durée de quatre ans non renouvelable, préside l'assemblée générale, le conseil d'administration et le conseil associatif.



- **Le recteur**, élu par le conseil d'administration pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois, assure la direction exécutive de l'AUF ;

- **Le conseil d'administration** administre l'AUF dans le respect de la politique générale définie par l'assemblée générale, devant laquelle il est responsable. Composé de représentants des institutions universitaires et de représentants des États et gouvernements de la Francophonie, il se réunit deux fois par an.

- **Le conseil associatif** statue sur les demandes d'adhésion, encourage la solidarité entre les institutions membres et veille à leur association aux actions de l'Agence. Il est composé d'universitaires.

- **Le conseil scientifique** organe consultatif, approuve la programmation au plan scientifique et en définit la politique d'évaluation ; il est composé de professeurs de l'enseignement supérieur et de chercheurs de haut rang.

- **Le fonds universitaire de coopération et de développement** regroupe l'ensemble des moyens budgétaires consacrés à la programmation ; il est composé d'universitaires et de représentants des États et gouvernements.

> Le trombinoscope de la direction au 1^{er} janvier 2012



Bernard Cerquiglini
Recteur



Emile Tanawa
Vice-recteur



Pierre Noreau
Vice-recteur



Bonaventure Mve-Ondo
Vice-recteur



Wanda Diebolt
Secrétaire générale



Alain Ondoua
Directeur
Bureau Afrique centrale
et des Grands Lacs



Abderrahmane Lellou
Vice-Recteur
Directeur par intérim
Bureau Afrique de l'Ouest



Guy Lachapelle
Directeur
Bureau des Amériques



Olivier Garro
Directeur
Bureau Asie-Pacifique



Michel Dispersyn
Directeur
Bureau Caraïbe



Abderrahmane Rida
Directeur
Bureau Europe centrale
et orientale



Claude Condé
Directeur
Bureau Europe de l'Ouest



Cristina Robalo-Cordeiro
Directrice
Bureau Maghreb



Salwa Nacouzi
Directrice
Bureau Moyen-Orient



Liliane Ramarosoa
Directrice
Bureau Océan Indien

➤ Les moyens financiers de l'AUF en 2011

Les ressources

Les ressources financières de l'AUF proviennent en grande partie de contributions gouvernementales. La France, le Canada, le Canada-Québec, la Fédération Wallonie-Bruxelles, le Cameroun et la Suisse en sont les principaux pays contributeurs. Les ressources propres de l'Agence ainsi que des contributions contractuelles et des biens et services à titre gratuit viennent compléter ses moyens.

En 2011, les ressources de l'AUF se sont élevées à 47,2 M€ dont :

- contributions gouvernementales : 31,9 M€
- contributions contractuelles : 6,2 M€

Les dépenses par destination dont reports affectés

Les dépenses de programmes représentent 74,8 % du budget de l'Agence, (45,87 M€), contre 5,50 % pour les dépenses institutionnelles et associatives et 17% pour les dépenses administratives. Elles sont pour l'essentiel constituées de :

- Charges de programmation : 34,32 M€
- Charges institutionnelles et vie associative : 2,53 M€
- Charges d'administration générale : 7,84 M€
- Autres, charges financières : 1,18 M€



Directrice de publication

Wanda Diebolt

Coordination de la rédaction

Julien Guyot

Rédaction

Sandrine Robert

Conception graphique et réalisation



Mathieu Berton
www.mbgraphism.fr

Crédits photographiques

P.3 : AUF **P.4-5** : pressmaster **P.8** : AUF **P.10-11** : Cyril Bailleul **P.12** : DR, Jan Wirth, Lin Chang Chih **P.13** : AUF **P.14** : AUF **P.16-17** : IFADEM **P.18** : AUF **P.19** : IFADEM **P.22-23** : IFADEM **P.24-25** : Akhilesh Sharma. **P.27** : DR **P.35** : Cyril Bailleul **P.39** : AUF **P.41** : AUF **P.42** : AUF **P.49** : AUF **P.50-51** : IFADEM **P.52** : IFADEM **P.53** : IFADEM **P.54-55** : IFADEM

www.auf.org

Rectorat & Services Centraux
4 place de la Sorbonne
75005 Paris
France
Tél : + 33 1 44 41 18 18

Rectorat & Siège
Case postale du Musée
C.P. 49714
Montréal (Québec)
H3T 2A5 Canada
Tél : + 1 514 343 66 30

www.auf.org

